EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	40 fr.	60 fr.
	6 mois..	25 »	38 »
	3 mois..	15 »	22 »
France et Colonies	Un an..	50 »	75 »
	6 mois..	30 »	45 »
	3 mois..	18 »	28 »
Étranger	Un an..	100 »	150 »
	6 mois..	60 »	90 »
	3 mois..	35 »	55 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)*

Seule l'édition partielle est vendue séparément.

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 franc
Édition complète.....	1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres	3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE		
Dahir du 11 septembre 1934 (1 ^{er} jourmada II 1353) sur la création de parcs nationaux	1074	Arrêté viziriel du 14 août 1934 (2 jourmada I 1353) relatif à l'application du dahir du 28 août 1933 (6 jourmada I 1352) relatif à la répression de la récidive par le Haut tribunal chérifien .....
Arrêté viziriel du 28 septembre 1934 (16 jourmada I 1353) fixant la procédure à suivre en vue de la création de parcs nationaux	1074	Arrêté viziriel du 10 septembre 1934 (30 jourmada I 1353) déclassant des parcelles de terrain du domaine public de la ville d'Oujda .....
Dahir du 11 septembre 1934 (1 ^{er} jourmada II 1353) exemptant des droits de douane, de la taxe spéciale, des taxes intérieures et des droits de porte les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires naviguant en haute mer et des aéronefs effectuant une navigation au delà des frontières	1075	Arrêté viziriel du 10 septembre 1934 (30 jourmada I 1353) autorisant la vente de parcelles de terrain du domaine privé de la ville d'Oujda .....
Arrêté viziriel du 26 septembre 1934 (16 jourmada II 1353) déterminant les conditions dans lesquelles les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires et des aéronefs sont exemptés des droits de douane, de la taxe spéciale, des taxes intérieures et des droits de porte	1075	Arrêté viziriel du 21 septembre 1934 (11 jourmada II 1353) portant reconnaissance d'une piste de la région du Rharb .....
Dahir du 19 septembre 1934 (9 jourmada II 1353) exonérant du droit de timbre de dimension les pièces annexées aux soumissions constituées en vue des adjudications publiques	1077	Arrêté viziriel du 21 septembre 1934 (11 jourmada II 1353) autorisant la vente d'une parcelle de terrain par la ville de Meknès .....
Dahir du 22 septembre 1934 (12 jourmada II 1353) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Sâfi)	1077	Arrêté viziriel du 26 septembre 1934 (16 jourmada II 1353) approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca autorisant l'acquisition d'emprises de rues, déclarant cette acquisition d'utilité publique, et classant les emprises au domaine public de la ville .....
Dahir du 22 septembre 1934 (12 jourmada II 1353) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Chaoufa)	1078	Arrêté viziriel du 26 septembre 1934 (16 jourmada II 1353) déclassant du domaine public de la ville de Seltat une parcelle de terrain, et autorisant la vente de cette parcelle .....
Dahir du 22 septembre 1934 (12 jourmada II 1353) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Marrakech)	1078	Arrêté viziriel du 1 ^{er} octobre 1934 (21 jourmada II 1353) portant fixation d'une taxe sur le vin « cachir » au profit de la communauté israélite de Meknès .....
Dahir du 23 septembre 1934 (13 jourmada II 1353) autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Fès)	1078	Arrêté viziriel du 1 ^{er} octobre 1934 (21 jourmada II 1353) approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca autorisant la vente de parcelles de terrain .....
Dahir du 24 septembre 1934 (14 jourmada II 1353) autorisant un échange immobilier (Bent-Mellal)	1078	Arrêté viziriel du 5 octobre 1934 (25 jourmada II 1353) autorisant la vente d'un lot de terrain du domaine privé de la ville de Fès .....
Dahir du 24 septembre 1934 (14 jourmada II 1353) autorisant un échange immobilier (Bent-Mellal)	1079	Arrêté résidentiel du 22 septembre 1934 modifiant le statut du corps du contrôle civil .....
Dahirs du 1 ^{er} octobre 1934 (21 jourmada II 1353) prorogeant pour une période de cinq ans des permis d'exploitation de mine	1079	Arrêté résidentiel du 18 octobre 1934 relatif à l'indemnité d'automobile du chef et du chef adjoint du cabinet diplomatique .....
Dahir du 1 ^{er} octobre 1934 (21 jourmada II 1353) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier Bouskoura, à Casablanca	1080	Arrêté du secrétaire général du Protectorat portant désignation d'un inspecteur auxiliaire chargé de l'inspection et de la surveillance des magasins de droguistes, épiciers, coiffeurs, parfumeurs etc .....
		Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de rechargement et de revêtement des routes n°s 21, 24 et 303 .....

Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet de reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Tiflet, ses affluents et ses sources tributaires à l'amont de Sidi-Abderrhaman	1086
Arrêté du directeur des eaux et forêts relatif à la destruction des lapins	1099
Médecin agréé pour la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos..	1099
Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	1099
Promotions réalisées en application du dahir du 27 décembre 1924, attribuant aux agents des services publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.....	1100
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1140, du 31 août 1934, page 874	1100

PARTIE NON OFFICIELLE

Compte rendu des opérations des banques populaires pendant les années 1931, 1932 et 1933	1101
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 8 au 13 octobre 1934	1105
Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs dans diverses localités	1106

PARTIE OFFICIELLE

**DAHIR DU 11 SEPTEMBRE 1934 (1^{er} jourmada II 1353)
sur la création de parcs nationaux.**

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les régions ou sections de régions naturelles de la zone française de l'Empire chérifien dont il importe, pour des raisons scientifiques ou touristiques, et, d'une manière générale, d'utilité sociale caractérisée, d'assurer le maintien de leur état existant, peuvent être érigées en « parcs nationaux ».

ART. 2. — Le droit de propriété et les droits réels portant sur des terrains englobés dans les parcs nationaux doivent être exercés sans que l'état et l'aspect extérieur de ces terrains, tels qu'ils existaient au moment de la création des parcs, puissent être modifiés.

Tous actes de nature à entraîner leur changement, tels que : coupes d'arbres, ouverture de tranchées ou de carrières, constructions définitives ou temporaires, pâturage intensif, etc., sont interdits, à moins qu'ils n'aient été autorisés par l'administration des eaux et forêts.

Les travaux de mine, souterrains ou superficiels, demeurent soumis aux dispositions du dahir du 1^{er} novembre 1929 (28 jourmada I 1348) portant règlement minier au Maroc, et, notamment, à celles de son article 65.

L'interdiction joue dès l'ouverture de l'enquête qui précède la création d'un parc national et durant toute la procédure ; elle cesse de plein droit à l'expiration du délai de deux ans qui suit l'ouverture de l'enquête, si la création du parc n'est pas intervenue dans la forme prévue à l'article suivant.

ART. 3. — La création d'un parc national est décidée par arrêté de Notre Grand Vizir qui prescrit, s'il y a lieu, les mesures utiles à la préservation ou à la reconstitution de la faune et de la flore dans l'intérieur du parc, en particulier, l'interdiction de la chasse, de la pêche, du pâturage pendant une période plus ou moins prolongée.

ART. 4. — Les infractions prévues aux titres 4, 5 et 6 du dahir du 10 octobre 1917 (20 hijra 1335) sur la conservation et l'exploitation des forêts, commises à l'intérieur des parcs nationaux, sont constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des titres 4, 5, 6, 7 et 8 du dit dahir.

Les autres infractions aux prescriptions du présent dahir ou des arrêtés pris pour son exécution, sont constatées et poursuivies conformément aux mêmes dispositions ; elles sont punies d'une amende de 20 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La remise en état des lieux est obligatoirement ordonnée par le jugement de condamnation.

Les délits de chasse et de pêche commis à l'intérieur des parcs nationaux, sont poursuivis à la diligence de l'administration des eaux et forêts, sans préjudice du droit qui appartient au ministère public.

ART. 5. — L'État peut acquérir par voie d'expropriation les terrains situés dans les parcs nationaux qu'il juge nécessaire d'incorporer au domaine.

ART. 6. — Il sera créé un comité consultatif des parcs nationaux.

Les mesures à prendre à cet effet sont laissées à la détermination du Commissaire résident général.

ART. 7. — Un arrêté de Notre Grand Vizir fixera la procédure à suivre en vue de la création de parcs nationaux.

Fait à Rabat, le 1^{er} jourmada II 1353,
(11 septembre 1934).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 octobre 1934.

P. le Commissaire Résident général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 SEPTEMBRE 1934
(16 jourmada II 1353)**

fixant la procédure à suivre en vue de la création de parcs nationaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 11 septembre 1934 (1^{er} jourmada II 1353) sur la création de parcs nationaux et, notamment, son article 7,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les projets de création de parcs nationaux sont présentés par le directeur des eaux et forêts.

ART. 2. — Chaque création de parc fait l'objet d'une enquête de *commodo et incommodo* ordonnée par arrêté viziriel, à la suite d'une requête de l'administration des

eaux et forêts précisant les limites du parc et la nature des biens qu'on entend y englober.

Cet arrêté viziriel a pour effet de soumettre tous les biens compris dans les limites du parc projeté, aux restrictions de jouissance prévues à l'article 2 du dahir susvisé du 11 septembre 1934 (1^{er} jourmada II 1353).

ART. 3. — La date d'ouverture de l'enquête est portée un mois à l'avance à la connaissance du public par voie de publications et d'affiches faites en français et en arabe, et de criées en berbère.

A cet effet, et pendant tout le mois qui précède le dépôt du projet, l'arrêté viziriel ainsi qu'un extrait de la requête de l'administration sont publiés au *Bulletin officiel*. Ils sont de même publiés, par voie de criées, pendant tout le mois, aux jours et heures les plus propices, dans les villages et sur les marchés des tribus intéressées, par les soins des caïds et des chioukh.

L'arrêté viziriel et l'extrait de la requête sont, pendant le même temps, affichés dans l'endroit le plus apparent des locaux :

1° De la mahakma du caïd ou de la djemâa judiciaire de la circonscription de l'immeuble ;

2° De la conservation de la propriété foncière, de tous les tribunaux de première instance et de paix, de toutes les circonscriptions, annexes et postes de contrôle civil, territoriaux, cercles, annexes et bureaux des affaires indigènes de la région dans laquelle est situé l'immeuble et des bureaux de la région elle-même ;

3° Du siège des régions limitrophes, de tous les tribunaux de première instance et de paix et de toutes les conservations de la propriété foncière de ces régions ;

4° De la direction des eaux et forêts et du service des domaines à Rabat.

ART. 4. — A la date fixée par les publications, le projet de création du parc auquel sont annexés les cartes, plans et documents utiles, est déposé pendant un mois dans les bureaux de l'autorité de contrôle civil ou militaire de la situation du parc, où les intéressés peuvent en prendre connaissance et présenter leurs observations sur un registre ouvert à cet effet.

Si l'observation est présentée oralement, il en est obligatoirement dressé procès-verbal par l'autorité qui la reçoit.

ART. 5. — A l'expiration du délai d'un mois fixé pour le dépôt, le projet de création et le registre d'observations sont retournés au directeur des eaux et forêts avec l'avis de l'autorité locale qui les a reçus en dépôt, et celui de l'autorité régionale.

ART. 6. — Sur le vu du dossier d'enquête, la création du parc peut alors être prononcée par arrêté viziriel publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 16 jourmada II 1353,
(26 septembre 1934).

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 octobre 1934.

P. le Commissaire Résident général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

DAHIR DU 11 SEPTEMBRE 1934 (1^{er} jourmada II 1353)
exemptant des droits de douane, de la taxe spéciale, des taxes intérieures et des droits de porte les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires naviguant en haute mer et des aéronefs effectuant une navigation au delà des frontières.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont exemptés des droits de douane, de la taxe spéciale, des taxes intérieures et des droits de porte les hydrocarbures destinés à l'avitaillement :

1° Des navires effectuant une navigation en haute mer ;

2° Des appareils aéronautiques effectuant une navigation au delà des frontières à destination de l'étranger.

ART. 2. — Tout abus constaté du régime privilégié prévu à l'article 1^{er} ci-dessus, ainsi que toute manœuvre tendant à faire bénéficier indûment des hydrocarbures de la franchise, donnent lieu à l'application des pénalités relatives aux importations frauduleuses.

Les complices sont passibles de la même peine que les auteurs principaux des infractions.

Les infractions au présent dahir et aux arrêtés pris pour son exécution sont de la compétence exclusive des tribunaux français de Notre Empire.

ART. 3. — Un arrêté viziriel, pris après avis du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des finances, déterminera les conditions d'application du présent dahir.

Fait à Rabat, le 1^{er} jourmada II 1353,
(11 septembre 1934).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 SEPTEMBRE 1934
(16 jourmada II 1353)

déterminant les conditions dans lesquelles les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires et des aéronefs sont exemptés des droits de douane, de la taxe spéciale, des taxes intérieures et des droits de porte.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 11 septembre 1934 (1^{er} jourmada II 1353) exemptant des droits de douane, de la taxe spéciale, des taxes intérieures et des droits de porte les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires naviguant en haute mer et des aéronefs effectuant une navigation au delà des frontières ;

Vu le dahir du 20 avril 1921 (11 chaabane 1339) sur le régime des entrepôts ;

Après avis du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des finances,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER

Avitaillement des navires

ARTICLE PREMIER. — Pour bénéficier de l'exemption des droits de douane, de la taxe spéciale, des taxes intérieures et des droits de porte, les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires, doivent être pris dans les entrepôts spéciaux ou les entrepôts fictifs. Ils sont délivrés sous la garantie d'un acquit-à-caution ou d'une escorte assurant la mise à bord.

TITRE DEUXIEME

Avitaillement des aéronefs

ART. 2. — Le bénéfice de la franchise prévue en faveur des appareils aéronautiques effectuant une navigation au delà des frontières ne peut être accordé qu'au départ des aérodromes, des bases ou escales d'hydravions, pourvus d'un service des douanes.

ART. 3. — Les hydrocarbures destinés aux avitaillements prévus au présent titre doivent être pris dans les entrepôts spéciaux ou les entrepôts fictifs, d'où ils sont expédiés sous la garantie d'un acquit-à-caution ou d'une escorte assurant la mise à bord, dans les mêmes conditions que les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des navires.

ART. 4. — La constatation de l'embarquement des hydrocarbures admis en franchise est faite au vu d'un bulletin de voyage délivré sous sa responsabilité, par le fondé de pouvoirs de la compagnie à laquelle l'aéronef appartient, lorsqu'il s'agit d'un avion de transport, ou par le propriétaire de l'appareil et sous la responsabilité solidaire de ce propriétaire et du fournisseur de produits admis en franchise, pour les avions particuliers. Ce bulletin mentionne le trajet que doit effectuer l'aéronef, à partir de l'aérodrome, de la base ou de l'escale jusqu'au delà des frontières et la quantité d'hydrocarbures de chaque espèce nécessaire pour le trajet envisagé ; il porte engagement par le ou les signataires d'acquitter les droits sur les quantités embarquées qui ne seraient pas consommées dans le parcours international.

ART. 5. — Les indications du bulletin de voyage doivent être reproduites sur un sommier spécial tenu, selon le cas, par le fondé de pouvoirs de la compagnie de navigation ou, pour les avions appartenant à des particuliers, par le fournisseur des lubrifiants ou carburants admis en franchise. Sur ce sommier, sont mentionnés, jour par jour, d'une part, les quantités d'hydrocarbures délivrées au bénéfice de la franchise, d'autre part, le nombre d'heures de vol effectuées dans le trajet international, et la quantité d'hydrocarbures consommée au cours de ces vols.

Les indications du sommier, ainsi que le livre de bord tenu par le pilote, doivent être communiqués à toute réquisition des agents des douanes et régies.

ART. 6. — Est compris dans la navigation au delà des frontières donnant droit à l'avitaillement en franchise, tout parcours à destination de l'étranger effectué en territoire marocain, sans escale, depuis l'aérodrome de départ jusqu'à la mer ou la frontière.

Toutefois, n'est pas considérée comme escale susceptible d'entraîner l'exclusion du bénéfice de la franchise, pour la partie du trajet accomplie au-dessus du territoire marocain, l'escale effectuée par les avions appartenant aux lignes commerciales régulières, en vue de prendre ou laisser des passagers ou des marchandises, dans un aérodrome pourvu d'un service des douanes, lorsque cet aérodrome est situé sur le trajet normal de l'aéronef à destination ou venant de l'étranger ; le changement d'avion ou le ravitaillement au cours de ces escales ne constitue pas une interruption de parcours.

ART. 7. — En cas d'abus constaté, la faculté de recevoir des hydrocarbures au bénéfice de la franchise peut être retirée, momentanément ou définitivement, par décision du directeur général des finances, soit aux compagnies de navigation, soit aux pilotes à la charge de qui les abus ont été relevés.

TITRE TROISIEME

Dépôts spéciaux

ART. 8. — Les hydrocarbures qui, à la sortie des entrepôts, sont déclarés pour l'avitaillement en franchise des bateaux de pêche, des bâtiments de plaisance ou des aéronefs, peuvent être placés provisoirement, en attendant leur mise à bord, dans des dépôts spéciaux, sur lesquels ils doivent être dirigés sous le lien d'acquit-à-caution, ou, le cas échéant, sous escorte.

Les dépôts spéciaux visés au présent article ne peuvent être créés qu'en vertu d'une autorisation du directeur général des finances (service des douanes); leur établissement est subordonné au dépôt d'une soumission cautionnée par laquelle le concessionnaire s'engage à donner aux produits admis dans les dépôts les seules destinations privilégiées prévues au présent arrêté et à acquitter, à première réquisition de l'administration des douanes, le montant des droits et taxes exigibles, ainsi que des pénalités pouvant résulter de la non-application des règlements.

ART. 9. — L'installation des dépôts spéciaux ne peut être autorisée que dans les ports et aérodromes où il existe un service des douanes.

ART. 10. — Les dépôts spéciaux doivent être établis dans des locaux présentant les dispositions de sûreté réglementaires.

Les dépôts en vrac avec appareil de distribution par pompe et canalisation doivent être munis d'un dispositif permettant de contrôler avec exactitude les prises en charge, et un compteur enregistreur de volume, indé réglable et inviolable doit être installé sur la pompe de distribution; les canalisations doivent pouvoir être facilement vérifiées.

Les réservoirs des dépôts en vrac sont jaugés, avant utilisation, par les soins d'un fonctionnaire des travaux publics, assisté d'un représentant de l'administration des

douanes ; les compteurs de distribution sont contrôlés par le service des poids et mesures. La vanne de sortie de ces réservoirs et l'orifice de prise en charge sont munis d'une fermeture à cadenas système Ferret, dont la clé est détenue par le service des douanes.

Les dépôts d'hydrocarbures en fûts ou autres récipients sont fermés à deux clés dont une est conservée par le service des douanes ; les hydrocarbures ne peuvent être extraits de ces dépôts qu'en fûts ou bidons entiers.

Les dépôts destinés à l'avitaillement des bateaux de pêche et des bâtiments de plaisance doivent être situés à proximité du poste de douane et du quai ou point d'accostage où se présentent les navires pour l'embarquement des produits pétroliers délivrés au bénéfice de la franchise.

ART. 11. — Lorsque la surveillance des opérations des dépôts spéciaux est permanente, ou bien, lorsque, étant intermittente, elle a néanmoins nécessité un renforcement de l'effectif du poste de douane intéressé, les titulaires de ces dépôts sont tenus de rembourser le traitement et les indemnités alloués aux agents des douanes affectés à cette surveillance.

ART. 12. — Les règles générales relatives à l'entrepôt réel spécial, en ce qui concerne les déclarations, les vérifications, les réexportations et la répression des infractions, sont applicables aux dépôts pour l'avitaillement.

L'acheminement d'hydrocarbures des entrepôts sur les dépôts ne donne lieu à l'allocation en franchise d'aucun déchet de route ; tout déficit constaté sur les quantités mises en dépôt est soumis aux droits, indépendamment, le cas échéant, des pénalités applicables aux déficits en entrepôt.

Les déclarations d'entrée dans les dépôts comportent l'engagement de ne donner aux produits admis sous ce régime que la destination privilégiée prévue par le présent arrêté.

ART. 13. — Le directeur des douanes et régies peut, lorsque les circonstances locales le comportent, limiter à certains jours et à certaines heures l'ouverture des dépôts spéciaux d'hydrocarbures pour l'avitaillement des aéronefs et des bateaux de pêche ou de plaisance.

Les hydrocarbures délivrés en franchise pour l'avitaillement des bâtiments de pêche ou de plaisance doivent, en principe, être placés à bord de ceux-ci dans des coffres fixés aux dits bateaux et qui doivent être représentés à toute réquisition des agents des douanes.

ART. 14. — Le directeur général des finances peut ordonner la fermeture des dépôts spéciaux d'hydrocarbures dont les opérations auront donné lieu à des abus dûment constatés.

ART. 15. — Le directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 16 jourmada II 1353,
(26 septembre 1934).

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.

DAHIR DU 19 SEPTEMBRE 1934 (9 jourmada II 1353)
exonérant du droit de timbre de dimension les pièces annexées aux soumissions constituées en vue des adjudications publiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'obligation de timbrer les bordereaux de prix, devis estimatifs et autres pièces annexées aux soumissions présentées en vue des adjudications sur offres de prix, impose aux soumissionnaires des dépenses importantes.

Cette charge, de nature à détourner des adjudications un certain nombre d'entrepreneurs, a paru constituer un obstacle sérieux à la libre concurrence.

Le présent dahir a pour objet, en conséquence, d'apporter sur ce point un tempérament à la loi fiscale.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 15 décembre 1917 (29 safar 1336) sur le timbre, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les bordereaux de prix, plans, détails et devis estimatifs, certificats de solvabilité et de capacité et toutes pièces annexées aux soumissions établies en vue de prendre part aux adjudications publiques sont exonérés de la formalité du timbre.

Seules les pièces émanant de l'adjudicataire seront soumises à cette formalité avec le procès-verbal auquel elles se rattachent.

Fait à Rabat, le 9 jourmada II 1353,
(19 septembre 1934).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.

DAHIR DU 22 SEPTEMBRE 1934 (12 jourmada II 1353)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Safi).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente au cheikh Si M'Ahmed ben Mohamed ben Dehan Temri el M'Hamedi ed Dehani d'une parcelle de terrain domanial dite « Ancien souk Khemis des Temra », inscrite sous le n° 935 R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Safi, d'une superficie approximative de trois hectares cinquante ares (3 ha. 50 a.), au prix de mille francs (1.000 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 12 jourmada II 1353,
(22 septembre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 22 SEPTEMBRE 1934 (12 jourmada II 1353)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial
(Chaouïa).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à la coopérative rurale de conditionnement du sud du Maroc d'une parcelle de terrain à prélever sur l'immeuble domanial dit « Ferme bretonne-État », titre foncier n° 12468 C. (Chaouïa), d'une superficie de cinq hectares quatre-vingt-quatre ares vingt centiares (5 ha. 84 a. 20 ca.), au prix de deux cent quatre mille quatre cent soixante-dix francs (204.470 fr.) payable en quinze annuités égales, la première, exigible le 1^{er} octobre 1935.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 12 jourmada II 1353,
(22 septembre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 22 SEPTEMBRE 1934 (12 jourmada II 1353)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial
(Marrakech).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à Si Hassi ben Mohamed el Glaoui d'une parcelle de terrain domanial inscrite sous le n° 851 ter au sommier de consistance des biens domaniaux de Marrakech, d'une superficie approximative de cinquante-trois mètres carrés cinquante (53 mq. 50), sise en cette ville, quartier de la Kasba, lieu dit « Sahridj Guenaoua », au prix de trois cent vingt et un francs (321 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 12 jourmada II 1353,
(22 septembre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 23 SEPTEMBRE 1934 (13 jourmada II 1353)
autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant l'intérêt qu'il y a à procéder au rajustement des lots de colonisation du Leben (Fès) ;

Vu l'avis émis par le comité de colonisation, en date des 8 et 9 juin 1932,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajustement du lot de colonisation « Oued Leben II », la vente à M. Gigleux René de huit parcelles de terrain domanial inscrites sous le n° 920 F.R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Fès, d'une superficie globale et approximative de vingt-cinq hectares soixante-quinze ares (25 ha. 75 a.), sises à Aïn-Messoh (Fès), au prix de dix-huit mille quatre cents francs quatre-vingt-dix centimes (18.400 fr. 90) payable dans les mêmes conditions que celui du lot de colonisation « Oued Leben II », auquel les parcelles cédées seront incorporées et dont elles suivront le sort.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 13 jourmada II 1353,
(23 septembre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 24 SEPTEMBRE 1934 (14 jourmada II 1353)
autorisant un échange immobilier (Beni-Mellal).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé, en vue de l'extension de l'usine électrique de Beni-Mellal (Tadla), l'échange d'une parcelle de terrain à prélever sur l'immeuble doma-

nial inscrit sous le n° 73 U. au sommier de consistance des biens domaniaux de ce centre, d'une superficie approximative de deux cent cinquante-cinq mètres carrés (255 mq.), complantée de huit oliviers, contre une parcelle de terrain d'une superficie approximative de deux cent soixante mètres carrés (260 mq.), complantée de six oliviers, appartenant à Mohamed bel Korchi el Ayadi Mellali.

ART. 2. — L'acte d'échange devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 14 jourmada II 1353,
(24 septembre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 24 SEPTEMBRE 1934 (14 jourmada II 1353)
autorisant un échange immobilier (Beni-Mellal).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé, en vue de la création d'un groupe scolaire israélite, à Beni-Mellal (Tadla), l'échange de l'immeuble domaniale inscrit sous le n° 22 U. au sommier de consistance des biens domaniaux de ce centre, d'une superficie approximative de trois cent cinquante mètres carrés (350 mq.), y compris les bâtiments y édifiés, contre une parcelle de terrain sise à proximité de la casba de Beni-Mellal, entre la route de Marrakech et la piste des Oulad-Hamdane, d'une superficie approximative de quatre mille sept cent quarante mètres carrés (4.740 mq.), complantée de cinquante arbres fruitiers, appartenant à Mohamed bel Korchi el Ayadi Mellali.

ART. 2. — L'acte d'échange devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 14 jourmada II 1353,
(24 septembre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 1^{er} OCTOBRE 1934 (21 jourmada II 1353)
prorogeant pour une période de cinq ans
un permis d'exploitation de mine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, l'article 67 ;

Vu le dahir du 12 novembre 1929 (9 jourmada II 1348) instituant un permis d'exploitation de mine de deuxième catégorie (permis n° 37), au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine ;

Vu la demande présentée, le 8 août 1934, par la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, à l'effet d'obtenir la prorogation du permis n° 37 pour une période de cinq ans ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le permis d'exploitation n° 37, institué au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, est prorogé pour une durée de cinq ans, à partir du 12 novembre 1934.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1353,
(1^{er} octobre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 1^{er} OCTOBRE 1934 (21 jourmada II 1353)
prorogeant pour une période de cinq ans
un permis d'exploitation de mine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, l'article 67 ;

Vu le dahir du 12 novembre 1929 (9 jourmada II 1348) instituant un permis d'exploitation de mine de deuxième catégorie (permis n° 38), au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine ;

Vu la demande présentée, le 8 août 1934, par la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, à l'effet d'obtenir la prorogation du permis n° 38 pour une période de cinq ans ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le permis d'exploitation n° 38, institué au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, est prorogé pour une durée de cinq ans, à partir du 12 novembre 1934.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1353,
(1^{er} octobre 1934).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

DAHIR DU 1^{er} OCTOBRE 1934 (21 jourmada II 1353)

prorogeant pour une période de cinq ans
un permis d'exploitation de mine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, l'article 67 ;

Vu le dahir du 12 novembre 1929 (9 jourmada II 1348) instituant un permis d'exploitation de mine de deuxième catégorie (permis n° 39), au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine ;

Vu la demande présentée, le 8 août 1934, par la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, à l'effet d'obtenir la prorogation du permis n° 39 pour une période de cinq ans ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le permis d'exploitation n° 39, institué au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, est prorogé pour une durée de cinq ans, à partir du 12 novembre 1934.

Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1353,
(1^{er} octobre 1934).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.

DAHIR DU 1^{er} OCTOBRE 1934 (21 jourmada II 1353)

prorogeant pour une période de cinq ans
un permis d'exploitation de mine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, l'article 67 ;

Vu le dahir du 12 novembre 1929 (9 jourmada II 1348) instituant un permis d'exploitation de mine de deuxième catégorie (permis n° 40), au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine ;

Vu la demande présentée, le 8 août 1934, par la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, à l'effet d'obtenir la prorogation du permis n° 40 pour une période de cinq ans ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le permis d'exploitation n° 40, institué au profit de la Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine, est prorogé pour une durée de cinq ans, à partir du 12 novembre 1934.

Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1353,
(1^{er} octobre 1934).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.

DAHIR DU 1^{er} OCTOBRE 1934 (21 jourmada II 1353)

approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications
apportées aux plan et règlement d'aménagement du
quartier Bouskoura, à Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 juin 1916 (15 chaabane 1334) approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement du quartier Bouskoura, à Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte aux services municipaux de Casablanca, du 20 juillet au 20 août 1934 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier Bouskoura, à Casablanca, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement d'aménagement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1353,
(1^{er} octobre 1934).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 AOÛT 1934(2 *joumada I* 1353)

relatif à l'application du dahir du 28 août 1933 (6 *joumada I* 1352) relatif à la répression de la récidive par le Haut tribunal chérifien.

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 28 août 1933 (6 *joumada I* 1352) relatif à la répression de la récidive par le Haut tribunal chérifien et, notamment, l'article 9 ;

Vu le dahir du 8 avril 1934 (23 *hija* 1352) soumettant à un régime uniforme en matière pénale les juridictions des pachas et caïds de l'Empire chérifien, et portant extension de compétence et réorganisation du Haut tribunal chérifien ;

Vu les arrêtés viziriels des 16 avril 1928 (25 *chaoual* 1346), 29 juin 1929 (21 *moharrem* 1348), 10 mars 1930 (9 *chaoual* 1348), 3 décembre 1932 (4 *chaabane* 1351) et 2 mai 1933 (7 *moharrem* 1352) désignant les tribus de coutume berbère ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 avril 1934 (24 *hija* 1352) relatif à l'application du dahir susvisé du 28 août 1933 (6 *joumada I* 1352) ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du dahir susvisé du 28 août 1933 (6 *joumada I* 1352) seront applicables, dès la promulgation du présent arrêté, aux tribus classées parmi les tribus de coutume berbère, désignées ci-après :

1° En zone de contrôle civil**a) Région de Rabat :**

Les tribus Zemmour dépendant de la circonscription de contrôle civil de Khemissèt ;

b) Région de Meknès :

Les tribus Beni-M'Tir et Guerrouane du sud dépendant de l'annexe de contrôle civil d'El-Hajeb ; la tribu des Aït-Amar (des Aït-Sgougou), dépendant de l'annexe de contrôle civil d'Oulmès ;

c) Région de Fès :

Les tribus Aït-Serhrouchen-d'Imouzzèr et Aït-Youssi-de-l'Amekla, dépendant de la circonscription de contrôle civil de Sefrou.

2° En zone de contrôle militaire**a) Région de Fès :**

Les tribus Aït-Youssi-du-Guigou, Aït-Youssi-d'Engil et Aït-Serhrouchen-de-Sidi-Ali, dépendant du bureau des affaires indigènes de Boulemane ;

b) Région de Taza :

Les tribus Beni-Ouarain, Aït-Serhrouchen, Beni-Alabam, Irhzrane, Beni-Zeggout, Beni-Zehna, Oulad-ben-Ali, dépendant du cercle de Tahala ;

Les tribus Beni-Youb, Beni-Ouarain, Aït-Taïda, Marmoucha, Aït-Tsiouant, Aït-Ali, Aït-Hassan et Aït-Serhrouchen, dépendant du cercle de Missour ;

c) Région de Meknès :

Les tribus Beni-M'Guild, Aït-Sgougou, Aït-Izdeg, Aït-Ihand, Aït-Ayache, Aït-Ouafella et Aït-Morrhad, dépendant des cercles d'Azrou et de Midelt ;

d) Territoire du Tadla :

Les tribus Zaïan, Ichkern, Aït-Issehak, dépendant du cercle de Khenifra ;

Les tribus Aït-Serri (Aït-Ouirrah, Aït-oum-el-Bekht, Aït-Mohand, Aït-Abdellouli), dépendant du cercle d'El-Ksiba ;

Les tribus Aït-Saïd-ou-Ali (Aït-Sokhmane), Aït-Attan-Oumalou, Aït-Bouزيد, dépendant du cercle de Beni-Mellal ;

e) Région de Marrakech :

La tribu Ida-ou-Tanan, dépendant du territoire d'Agadir ;

Les fractions Aït-Tiksît, Imelouane, Aït-Gassa, Aït-Gaïr, Iouensekten, Amismatert, Aït-Arhbar, Ogdempt, Ijjanaten de la tribu des Guedmioua, et les fractions Aït-Semmeg et Aït-Ouneïn de l'oued Nefis, toutes ces fractions dépendant de l'annexe des affaires indigènes d'Amizmiz ;

Les tribus Seksaoua, Douirane, N'Fifa, Demsira, Ida-ou-Ziki, Ida-ou-Zal, Ida-ou-M'Ahmoud, dépendant de l'annexe des affaires indigènes d'Imi-n-Tanout.

ART. 2. — La peine de l'internement judiciaire contre les récidivistes des tribus de coutume berbère sera proposée à l'approbation de S. M. le Sultan par la section pénale coutumière du Haut tribunal chérifien créée par le dahir susvisé du 8 avril 1934 (23 *hija* 1352), dans les conditions et suivant les règles édictées par le dahir susvisé du 28 août 1933 (6 *joumada I* 1352).

Fait à Rabat, le 2 *joumada I* 1353,
(14 août 1934).

— **MOHAMED EL MOKRI.**

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 SEPTEMBRE 1934(30 *joumada I* 1353)

déclassant des parcelles de terrain du domaine public de la ville d'Oujda.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 *joumada II* 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 *safar* 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} *joumada I* 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 *ramadan* 1349) ;

Vu le dahir du 10 mars 1930 (9 chaoual 1348) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées au plan d'aménagement et d'extension de la ville d'Oujda, dans le secteur du centre ;

Vu les arrêtés viziriels des 30 avril 1924 (25 ramadan 1342) et 14 octobre 1933 (23 joumada II 1352) portant classement au domaine public de la ville d'Oujda de différents biens du domaine public de l'État ;

Vu l'avis émis par la commission municipale d'Oujda, dans sa séance du 8 juin 1934 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclassés du domaine public de la ville d'Oujda, les parcelles de terrain provenant de la rectification des alignements des avenues de France et de la République, teintées en rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville d'Oujda sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 30 joumada I 1353,
(10 septembre 1934).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 SEPTEMBRE 1934

(30 joumada I 1353)

autorisant la vente de parcelles de terrain du domaine privé de la ville d'Oujda.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 joumada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} joumada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 septembre 1934 (30 joumada I 1353) déclassant des parcelles de terrain du domaine public de la ville d'Oujda ;

Vu l'avis émis par la commission municipale d'Oujda, dans sa séance du 8 juin 1934 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente de gré à gré par la ville d'Oujda des parcelles de terrain désignées ci-dessous, et teintées en rose et en bleu sur le plan annexé à l'original du présent arrêté :

a) Une parcelle d'une superficie de cent deux mètres carrés soixante-quatre centimètres carrés (102 mq. 64), au prix global de dix mille deux cent soixante-quatre francs (10.264 fr.), soit à raison de cent francs le mètre carré (100 fr.), à M. Degeorges ;

b) Une parcelle d'une superficie de cent cinquante-trois mètres carrés vingt-quatre centimètres carrés (153 mq. 24), au prix global de quinze mille trois cent vingt-quatre francs (15.324 fr.), soit à raison de cent francs le mètre carré (100 fr.), à M. Santia ;

c) Une parcelle d'une superficie de cinquante-neuf mètres carrés quatre-vingt-treize centimètres carrés (59 mq. 93), au prix global de cinq mille neuf cent quatre-vingt-treize francs (5.993 fr.), soit à raison de cent francs le mètre carré (100 fr.), à MM. Vianet frères ;

d) Une parcelle d'une superficie de cent dix-huit mètres carrés quatre-vingt-dix-sept centimètres carrés (118 mq. 97), au prix global de onze mille huit cent quatre-vingt-dix-sept francs (11.897 fr.), soit à raison de cent francs le mètre carré (100 fr.), à la société anonyme du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;

e) Une parcelle d'une superficie de cent quatre-vingt-dix mètres carrés douze centimètres carrés (190 mq. 12), au prix global de dix-neuf mille douze francs (19.012 fr.), soit à raison de cent francs le mètre carré (100 fr.), à la société Énergie électrique du Maroc ;

f) Une parcelle de cent treize mètres carrés soixante centimètres carrés (113 mq. 60), au prix global de deux mille huit cent quarante francs (2.840 fr.), soit à raison de vingt-cinq francs le mètre carré (25 fr.), à la société Énergie électrique du Maroc.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville d'Oujda sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 30 joumada I 1353,
(10 septembre 1934).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 SEPTEMBRE 1934

(11 joumada II 1353)

portant reconnaissance d'une piste de la région du Rharb.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis de l'autorité administrative de contrôle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est reconnue comme dépendance du domaine public, avec une largeur d'emprise de dix mètres (10 m.), la piste figurée par un liséré rouge sur

L'extrait de carte au 1/50.000° annexé à l'original du présent arrêté, et ayant pour origine le douar Baabcha (Mechrabel-Ksiri) et pour extrémité le P. K. 49,550 de la route n° 6 (de Petitjean à Souk-el-Arba-du-Rharb).

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 11 jourmada II 1353,
(21 septembre 1934).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 SEPTEMBRE 1934

(11 jourmada II 1353)

autorisant la vente d'une parcelle de terrain par la ville de Meknès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans sa séance du 29 mai 1934 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, par voie d'adjudication aux enchères publiques et aux clauses et conditions d'un cahier des charges approuvé préalablement par le secrétaire général du Protectorat, ou son délégué, la vente d'une parcelle de terrain du domaine privé de la ville de Meknès, d'une superficie globale de dix-sept mille cent mètres carrés (17.100 mq.), située avenue du Général-Poeymirau et boulevard du Zerhoun, teinte en rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Meknès sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 11 jourmada II 1353,
(21 septembre 1934).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 SEPTEMBRE 1934

(16 jourmada II 1353)

approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca autorisant l'acquisition d'emprises de rues, déclarant cette acquisition d'utilité publique, et classant les emprises au domaine public de la ville.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu le dahir du 14 février 1923 (27 jourmada II 1341) approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement du quartier « Maarif-Racine », à Casablanca ;

Vu la délibération de la commission municipale de Casablanca, en date du 18 juin 1934 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de Casablanca, en date du 18 juin 1934, autorisant l'acquisition des emprises de rues prévues au plan d'aménagement du quartier « Maarif-Racine » et comprises dans le lotissement « Le Foyer casablançais », appartenant à MM. Haïm Cohen et Albert Boccara.

ART. 2. — Cette acquisition, déclarée d'utilité publique, sera réalisée aux conditions ci-après :

1° A titre gratuit, pour toutes les emprises des rues jusqu'à une largeur de 20 mètres, telles qu'elles sont représentées par une teinte bleue sur le plan annexé à l'original du présent arrêté ;

2° Au prix global de trois cent quarante-neuf mille cinq cent quatre-vingts francs (349.580 fr.), soit à raison de vingt francs (20 fr.) le mètre carré, pour le surplus des dites emprises, d'une superficie globale de dix-sept mille quatre cent soixante-dix-neuf mètres carrés (17.479 mq.), telles qu'elles sont représentées par une teinte rose sur le même plan.

ART. 3. — Le règlement de cette somme sera effectué à M. Paul Busuttil, mandataire de MM. Haïm Cohen et Albert Boccara.

ART. 4. — Les emprises des rues sont classées au domaine public de la ville.

ART. 5. — Les autorités locales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 16 jourmada II 1353,
(26 septembre 1934).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 SEPTEMBRE 1934
(16 jourmada II 1353)

déclassant du domaine public de la ville de Settat une parcelle de terrain, et autorisant la vente de cette parcelle.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Settat, dans sa séance du 29 septembre 1932 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassée du domaine public de la ville de Settat une parcelle de terrain d'une superficie de trente-sept mètres carrés quatre-vingt-dix (37 mq. 90), sise rue Maunoury, teintée en rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Est autorisée la vente de gré à gré de ladite parcelle à Si Bouchaïb ben el Haj Maati, caïd des Mzamza (banlieue de Settat), propriétaire riverain, au prix de quatre cent cinquante-quatre francs quatre-vingts centimes (454 fr. 80), soit à raison de douze francs (12 fr.) le mètre carré.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Settat sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 16 jourmada II 1353,
(26 septembre 1934).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} OCTOBRE 1934
(21 jourmada II 1353)

portant fixation d'une taxe sur le vin « cachir » au profit de la communauté israélite de Meknès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant réorganisation des comités de communautés israélites,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité de la communauté israélite de Meknès est autorisé à percevoir, au profit de sa caisse, une taxe de 0 fr. 25 par litre de vin « cachir » fabriqué ou importé à Meknès et destiné à la population israélite de cette ville.

ART. 2. — La fabrication et la vente de ce vin « cachir » se feront selon les rites religieux et sur l'autorisation du président du comité.

ART. 3. — Le pacha de Meknès est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1353,
(1^{er} octobre 1934).*

MOHAMED RONDA,

Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} OCTOBRE 1934
(21 jourmada II 1353)

approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca autorisant la vente de parcelles de terrain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 novembre 1933 (4 chaabane 1352) approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca autorisant la vente de gré à gré d'une parcelle de terrain ;

Vu la délibération de la commission municipale de Casablanca, en date du 30 juillet 1930 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de Casablanca, en date du 30 juillet 1930, autorisant la vente de gré à gré à l'État, en vue de l'édification d'une école municipale, de trois parcelles de terrain d'une superficie globale de neuf mille six cent soixante et onze mètres carrés (9.671 mq.), sises à Casablanca (nouvelle médina) et teintées en rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, au prix global de cent quatre-vingt-treize mille quatre cent vingt francs (193.420 fr.).

ART. 2. — Est abrogé l'arrêté viziriel susvisé du 22 novembre 1933 (4 chaabane 1352) relatif au même objet.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada II 1353,
(1^{er} octobre 1934).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 OCTOBRE 1934
(25 jourmada II 1353)**

autorisant la vente d'un lot de terrain du domaine privé de la ville de Fès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale française de Fès, dans sa séance du 23 octobre 1933 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente de gré à gré par la ville de Fès à M. Dimitrios Langouvardos, archimandrite, représentant l'église orthodoxe grecque, d'une parcelle de terrain d'une superficie de mille deux cent onze mètres carrés (1.211 mq.), située rue XII et avenue Doumer, prélevée sur la parcelle X du secteur de l'Aguedal extérieur, teintée en rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, au prix global de six mille cinquante-cinq francs (6.055 fr.).

ART. 2. — Cette parcelle est destinée à l'édification d'une église orthodoxe grecque et ne pourra, en aucun cas, recevoir une autre affectation.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Fès sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 jourmada II 1353,
(5 octobre 1934).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1934.

*Le Commissaire Résident général,
HENRI PONSOT.*

**ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 22 SEPTEMBRE 1934
modifiant le statut du corps du contrôle civil**

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA
RÉSIDENCE GÉNÉRALE,**

Vu le décret du 31 juillet 1913 portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc, et les textes qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le premier alinéa de l'article 48 de l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920, réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc, est modifié comme suit :

« Les contrôleurs civils, contrôleurs civils suppléants et « contrôleurs civils stagiaires en service dans un poste de « contrôle, reçoivent, à titre de frais de tournées, une indemnité dont le taux est fixé par arrêté résidentiel. »

Rabat, le 22 septembre 1934.

J. HELLEU.

**ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 18 OCTOBRE 1934
relatif à l'indemnité d'automobile du chef et du chef adjoint
du cabinet diplomatique.**

**LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,**

Vu les arrêtés résidentiels des 15 septembre 1930 et 5 avril 1933 autorisant le chef et le chef adjoint du cabinet diplomatique à se servir de leur voiture personnelle pour les besoins du service, et leur accordant une indemnité forfaitaire de 4.250 francs ;

Vu le dahir du 21 juillet 1934 relatif à la révision générale des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents des services publics du Protectorat ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est confirmée à son taux actuel de 4.250 francs l'indemnité forfaitaire annuelle allouée au chef du cabinet diplomatique pour l'utilisation de sa voiture personnelle pour les besoins du service.

ART. 2. — L'indemnité annuelle forfaitaire de 4.250 francs allouée au chef adjoint du cabinet diplomatique pour l'utilisation de sa voiture personnelle pour les besoins du service, est supprimée à compter du 1^{er} octobre 1934.

Rabat, le 18 octobre 1934.

HENRI PONSOT.

ARRÊTÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT portant désignation d'un inspecteur auxiliaire chargé de l'inspection et de la surveillance des magasins de droguistes, épiciers, coiffeurs, parfumeurs, etc.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 12 avril 1916 portant réglementation de l'exercice des professions de médecin, pharmacien, dentiste et sage-femme, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 2 décembre 1922 portant règlement sur l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 octobre 1932 organisant l'inspection des pharmacies, herboristeries, usines et dépôts de médicaments et produits pharmaceutiques et des magasins de droguistes, épiciers, coiffeurs, parfumeurs, etc. ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — En application de l'article 3 de l'arrêté viziriel du 25 octobre 1932 susvisé, est désigné pour remplir les fonctions d'inspecteur auxiliaire chargé de l'inspection et de la surveillance des magasins de droguistes, épiciers, coiffeurs, parfumeurs et, généralement, de tous les lieux où peuvent être fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques, sur tout le territoire de l'Empire chérifien, M. Fouquet Jean, ingénieur agricole, inspecteur intérimaire de la répression des fraudes à Rabat (service central).

Rabat, le 16 octobre 1934.

MÉRILLON.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS portant limitation de la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de rechargement et de revêtement des routes n° 21, 24 et 303.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 décembre 1922 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 65 ;

Considérant qu'il est nécessaire de limiter la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de rechargement et de revêtement situés sur les routes n° 21 (de Meknès à la Haute-Moulouya), 24 (de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou) et 303 (d'Azrou aux sources de l'Oum-er-Rebia) ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du Nord,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la traversée des chantiers de rechargement et de revêtement situés sur les routes ci-après :

Route n° 21 (de Meknès à la Haute-Moulouya), entre les P.K. 64 et 87 ;

Route n° 24 (de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou), entre les P.K. 0 et 40 ;

Route n° 303 (d'Azrou aux sources de l'Oum-er-Rebia), entre les P.K. 8 et 10,

la vitesse des véhicules ne devra pas dépasser 20 kilomètres à l'heure.

ART. 2. — Des panneaux placés aux extrémités des chantiers par les soins du service des travaux publics, feront connaître, à la fois, la limitation de vitesse prescrite et la date du présent arrêté.

ART. 3. — L'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement de Meknès, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 17 octobre 1934.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS portant ouverture d'enquête sur un projet de reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Tiffet, ses affluents et ses sources tributaires à l'amont de Sidi-Abderrhaman.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux, modifié par les dahirs des 2 juillet 1932 et 15 mars 1933 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux, modifié par l'arrêté viziriel du 6 février 1933 ;

Vu le projet de reconnaissance des droits d'eau existant sur l'oued Tiffet, ses affluents et ses sources tributaires à l'amont de Sidi-Abderrhaman,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte simultanément dans les territoires de contrôle civil des Zemmour et de Port-Lyautey sur le projet de reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Tiffet et ses affluents ainsi que les sources les alimentant, à l'amont de Sidi-Abderrhaman.

A cet effet, les dossiers sont déposés du 5 novembre au 5 décembre 1934, dans les bureaux du contrôle civil des Zemmour, à Khemisset, et du contrôle civil de Port-Lyautey, à Port-Lyautey.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée obligatoirement de :

- Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;
- Un représentant de la direction générale des travaux publics ;
- Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,
- Et facultativement de :
- Un représentant du service des domaines ;
- Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 16 octobre 1934.

NORMANDIN.

EXTRAIT

du projet de reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Tiflet.

ÉTAT PARCELLAIRE DES ZONES IRRIGUÉES PAR L'OUED TIFLET ET SES AFFLUENTS.

(Les parts sont évaluées en tenant compte du débit au jaugeur déversoir de Sidi-Abderhaman).

DESIGNATION	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIETAIRES DES TERRAINS et leur résidence	SURFACE IRRIGUÉE et module	DÉBIT MAXIMUM (en l.-s.)	DROIT D'EAU RECONNU	
Oued Tiflet, séguia R.G.	3	Ali ben Bark (cheikh Amar, douar Ait-Sassi)...	2.000 mq. m = 1	0,26	Chaque prise peut prélever le débit total de l'oued si ce débit est égal au débit maximum indiqué dans la colonne précédente et ce débit maximum si le débit de l'oued lui est supérieur.	
	4	Hamadi ben Assou, Bouazza ben Assou, Taïbi ben Assou, Rami ben Mohamed	4.000 mq. m = 1	0,40		
	5	Kaddour ben Djilali, Maati ben Djilali	600 mq. m = 1	0,06		
	6	Kacem ben Djilali	2.700 mq. m = 1	0,27		
	7	Amar ben Allal, Zekri ben Allal	3.800 mq. m = 1	0,38		
	8	Haj ben Chaïb (douar Ouled M'Sada)	5.200 mq. m = 1	0,52		
	Oued Tiflet.	9	Bouazza ben Ali, Tami ben Ali (douar Ait Tkhel)	4.100 mq. m = 1		0,41
		10	Ben Saïd ben Bounaïm	3.700 mq. m = 1		0,37
11		Ben Ali ben Namrouch	2.400 mq. m = 1	0,24		
Oued Tiflet.	15	Hamou ben Haj, Ben Bachi ben Haj, Si Haj ben Aïssa, Ben Larbi ben Hamdi (douar Mouarid)	6.100 mq. m = 1	0,61		
	20	Ben Achir ben Raho (douar Mouarid)	3.000 mq. m = 1	0,30		
	21	Abdeslem ben Raho	1.800 mq. m = 1	0,18		
	Séguia R.D.	22	Mohamed ben Bahraoui	2.000 mq. m = 1		0,20
23		Hamadi ben Bahaoui	3.800 mq. m = 1	0,38		
24		Mahmed ben Mina	3.700 mq. m = 1	0,37		
25		Ben Achir ben Raho	3.600 mq. m = 1	0,36		
26		Ali ben Lahcen	2.500 mq. m = 1	0,25		
Séguia R.D.		27	Lhacem ben Bouazza	1.600 mq. m = 1		0,16
		29	Tazi ben Zaïda	9.000 mq. m = 1		0,90
	47	Mohamed ben Moussa	7.300 mq. m = 1	0,73		
	48	Ben Achir ben Hamou	1.500 mq. m = 1	0,15		
Oued Tiflet, séguia R.G.	49	Kaddour ben Layachi (douar Aïd ben Moussa)	6.400 mq. m = 1	0,64		
	51	Bouazza ben Larbi, Miloud ben Larbi	5.500 mq. m = 1	0,55		
Séguia R.G.	52	Mahjoub ben Bouazza ben Haj, Ben Maati ben Bouazza	17.100 mq. m = 1	1,71		
Séguia R.G.	53	Hamadi bel Baharaoui (douar Mouarid)	1.700 mq. m = 1	0,17		
	54	Hamadi bel Baharaoui (douar Mouarid)	750 mq. m = 0,94	0,07		
	57	Larbi ben Taïb	4.000 mq.	0,40		
	58	Larbi ben Maati	1.100 mq. m = 1	0,11		
Séguia R.D.	59	Si Mohamed ben Bouazza (douar Mouarid)	4.200 mq. m = 1	0,42		
Oued Tiflet situé en aval de Sidi-bou- Kabza.	60	Si Mohamed ben Djilali (douar Ait-Moussa-Amar)	3.900 mq. m = 1	0,39		

DESIGNATION	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES DES TERRAINS et leur résidence	SURFACE IRRIGUÉE et module	DÉBIT MAXIMUM (en l.-s.)	DROIT D'EAU RECONNU
	61	Bahraoui ben Tami	4.800 mq. m = 1	0,48	Chaque prise peut prélever le débit total de l'oued si ce débit est égal au débit maximum indiqué dans la colonne précédente et ce débit maximum si le débit de l'oued lui est supérieur.
	62	Mansour ben Hacha	2.300 mq. m = 1	0,23	
	63	Si Assou Bouich	4.800 mq. m = 1	0,48	
	64	Mohamed ben Haj Tami	3.000 mq. m = 1	0,30	
	65	Mansour ben Hacem	7.800 mq. m = 1	0,78	
	66	Djilali ben Youssef	7.000 mq. m = 1	0,70	
	67	Si Assou ben Bouich	5.700 mq. m = 1	0,57	
	68	Abdeslem ben Alia	7.200 mq. m = 1	0,72	
	69	Mohamed ben Haj Tami	4.700 mq. m = 1	0,47	
	70	Mohamed ben Kaïati	2.000 mq. m = 1	0,20	
	71	Bouazza ben Haj Tami	7.100 mq. m = 1	0,71	
	72	Miloud ben Allal	11.200 mq. m = 1	1,12	
	73	Mohamed ben Kaïati	4.700 mq. m = 1	0,47	
	74	Riay ben Haj Tami	4.900 mq. m = 1	0,49	
	75	Mohamed ben Haj Tami	12.700 mq. m = 1	1,27	
	76	Mohamed ben Ghargui	4.700 mq.	0,47	
	77	Cheikh Larbi ben Driss	1.100 mq. m = 1	0,11	
	78	Allal ben Arich	6.600 mq. m = 1	0,66	
	79	Cheik Larbi ben Driss	7.300 mq. m = 1	0,73	
	80	Kaïti ben Djilali	3.500 mq. m = 1	0,35	
	81	Abdeslem ben Djilali	1.400 mq. m = 1	0,14	
	82	Haj ben Youssef	3.400 mq. m = 1	0,34	
	83	Ahmed ben Youssef	7.300 mq. m = 1	0,73	
	84	Kaïati ben Haj	1.400 mq. m = 1	0,14	
	85	Ben Achir ben Haj	2.700 mq. m = 1	0,27	
	86	Mohamed ben Miloud, Ben Achir ben Miloud, Kasseur ben Miloud	3.700 mq. m = 1	0,37	
	87	Messaoud ben Bousselem, Djilali ben Bousselem, Mohamed ben Bousselem	6.600 mq. m = 1	0,66	
	88	Ben Achir ben Miloud	7.600 mq. m = 1	0,76	
Tiflèt (suite).	89	Kassem ben Miloud	5.400 mq. m = 1	0,54	
	161	Mohamed ben Abbès (douar Ouled-Ranem)	4.300 mq. m = 1	0,43	
	251	Eaux et forêts Aïn Jota	8.100 mq. m = 1	0,81	
	252	Lhiya ben Radi, Abdesselem ben Radi	1.000 mq. m = 1	0,10	
	253	Abdelkader ben Bouazza	1.600 mq. m = 1	0,16	
	254	Ihiaya ben Maâti (douar Ouled-Hammou)	3.500 mq. m = 1	0,35	
Ouled Fiacha sur R.G. du Tiflèt, avant l'oued Mellah.	108	Khaïati ben Hamina (caïd Ben Driss, khalifat Djilali, douar Aït-Akkas)	10.600 mq. m = 1	1,06	Ces derniers jardins sont irrigués au bidon.
	109	Si Riahi ben Messeydi	2.000 mq. m = 1	0,20	
	110	Mansour ben Zara	2.400 mq. m = 1	0,24	

Chaque prise peut prélever le débit total de l'oued si ce débit est égal au débit maximum indiqué dans la colonne précédente et ce débit maximum si le débit de l'oued lui est supérieur.

DÉSIGNATION	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES DES TERRAINS et leur résidence	SURFACE IRRIGUÉE et module	DÉBIT MAXIMUM (en l.-s.)	DROIT D'EAU RECONNU
Ouled Fiacha.	111	Riahi ben Rebiha	2.500 mq. m = 1	0,25	Chaque prise peut prélever le débit total de l'oued si ce débit est égal au débit maximum indiqué dans la colonne précédente et ce débit maximum si le débit de l'oued lui est supérieur.
	112	Rzeuk ben Bouazza	1.000 mq. m = 1	0,10	
	113	Akka ben Bouazza	2.000 mq. m = 1	0,20	
	114	Kaddour ben Hansein	3.700 mq. m = 1	0,37	
	115	Rhaïati ben Chebba	2.200 mq. m = 1	0,22	
	116	Mderder ben Hasseri	1.800 mq. m = 1	0,18	
	117	Abdelkader ben Ahmed	3.600 mq. m = 1	0,36	
	118	Aïk ben Mohamed	1.000 mq. m = 1	0,10	
	119	Larbi ben Halma	3.800 mq. m = 1	0,38	
	120	Ahmed ben Larbi	1.500 mq. m = 1	0,15	
	121	Lahcen ben Addou, Housseïn ben Addou (douar Aïd-Icho)	2.700 mq. m = 1	0,27	
Ouled Fiacha (suite).	122	Lahcen ben Riad Lechioui	1.150 mq. m = 1,96	0,11	
	125	Lahcen ben Hamadi	2.000 mq. m = 1	0,20	
Oued Mellah	132	Amar ben Mohamed (caïd Ben Driss, khalifat Djilali, douar Djraïdrett)	1.200 mq. m = 1	0,12	
	133	Riahi ben Djilali, Abdallah ben Djeroual, Tami ben Assou	5.500 mq. m = 1	0,55	
	134	Bouazza ben Bouazza, Achir ben Bouazza	1.900 mq. m = 1	0,19	
	135	Kaïati ben Housseïm	3.800 mq. m = 1	0,38	
	136	Riahi ben Zegaou, Mohamed ben Allal	1.700 mq. m = 1	0,17	
	144	Ben Achir ben Haj	1.800 mq. m = 1	0,18	
	146	Achir ben Kakki	5.200 mq. m = 1	0,52	
	Oued Riba.	177	Baïz ben Bouziane	2.500 mq. m = 1	
188		Moussa ben Si Larbi (douar Aït-bou-Taïb)	10.000 mq. m = 1	1,00	
189		Khalifat Mohamed ben Laroussi	8.900 mq. m = 1	0,89	
217		Larbi ben Tami	1.200 mq.	0,12	
218		Khalifat Djilali	1.800 mq.	0,18	
219		Khalifat Djilali	5.300 mq. m = 1	0,53	
220		Moussa ben Allal	4.800 mq. m = 1	0,48	
Oued Zilli.		180	Djaïder ben Bousseïem, Aomar ben Bousseïem (douar Djaidrett)	1.100 mq. m = 1	
	224	Djilali ben Housseïm (douar Aïd-ben-Kasso)	500 mq. m = 1	0,05	
	225	Hamou ben Habizatt, Hamadi ben Habizatt (douar des Aït-Ameur-ben-Kacem)	4.700 mq. m = 1	0,47	
	226	Hamadi ben Mahjoub, Aomar ben Mahjoub	3.400 mq. m = 1	0,34	
	227	Ahmed ben Mohatt, Moha ben Moha	1.400 mq. m = 1	0,14	
	228	Ben Achir ben Amou	300 mq. m = 1	0,03	
	229	Mohamed ben Housseïm	2.200 mq. m = 1	0,22	
	230	Laroussi ben Ali, Ben Achir ben Ali, Hamida ben Ali, Ben Haj ben Ali	2.000 mq. m = 1	0,20	
Oued Tiflet à l'aval du déversoir de Sidi- Alderrahman.		Domaine public		Pas de maximum	

EXTRAIT
du projet de reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Tiffet.

ÉTAT
parcellaire des zones irriguées par les sources situées dans la vallée de cet oued.

N.B. — Les modules indiqués correspondent à une répartition basée sur les débits jaugés en juin 1930 conformément aux indications de la colonne n° 7.

DÉSIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et modulé	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Bridiya (1) ..	0,04					Totalité	En été les eaux de cette source n'arrivent pas à rejoindre les eaux des aïoun de Ras-Tiffet. Cette source est située dans la propriété de Bouyza ben Kenz, elle ne débite pas ; son niveau est constant en été, en hiver elle déborde mais ses eaux se perdent dans le sous-sol une centaine de mètres plus bas.
Aïn 'Zdouki (2) ..						Totalité	
Aïn Si el Khorma (3) ..	0,07	1	Si el Khorma (marabout, cheïkh Amar)	0,3200 mq. m = 0,25	Totalité	Débit au-dessus de 0 l.-s. 08	Cette source, appelée du nom du propriétaire du terrain, est complètement utilisée pour l'irrigation de son lot. Même observation que la précédente.
Aïn el Kenz	0,10		Alj Kazza (cheïkh Amar)	3,1000 mq. m = 0,26	8/10	2/10	Cette source a un débit très faible, elle se confond avec le cours du Tiffet. Même observation que la précédente.
Aïn el Razi (5) ..						Totalité	Source tarie depuis deux ans. Ces deux sources sont considérées comme l'origine de l'oued Tiffet.
Aïn Kernett Roma (6) ..						Totalité	L'eau de cette source semble provenir des infiltrations de l'oued Tiffet, car elle débite dans le même sens que ce dernier.
Aïn Sidi Mohamed Chérif (7) ..	1,40					Totalité	L'eau arrive au Tiffet.
Aïn Ras Tiffet (8) ..	1,80					Totalité	L'eau arrive au Tiffet.
Aïn Tolba (8 bis) ..	0,10					Totalité	L'eau arrive au Tiffet.
Aïn Haj ben Cheïnat (9) ..	0,05					Totalité	L'eau arrive au Tiffet.
Aïn Ouled Houssein (10) ..	0,35					Totalité	L'eau arrive au Tiffet.
Aïn Mechra Raha (11) ..	0,04					Totalité	L'eau arrive au Tiffet.
Aïn Amar el Hadd (12) ..	0,08					Totalité	Cette source est située à 5 kilomètres de l'oued Tiffet et s'infiltré dans le lit même de l'oued.
Aïn Djenan el Bekzek (13) ..	0,25					Totalité	Ces trois petites sources n'ont pas de nom.
Aïnous (14) ..						Totalité	

DESIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Njdah (15) ...	1,30	12	Aberhaman ben Hammou (cheikh Ben Ayachi ben Saïd, douar Aït-Ikhel)	1.600 mq. m = 1	16/130	90/130	L'ain Njdah est captée, elle alimente Tiflet en eau potable ainsi qu'un abreuvoir situé au souk de Tiflet ; le surplus irrigue les jardins.
Aïn Ras Blira (16)	0,20	13	Tahar ben Hamadi (cheikh Ben Ayachi ben Saïd, douar Aït-Ikhel)	1.200 mq. m = 1	12/130		
		14	Allal ben Larbi, Idrissia ben Larbi, (2 frères) (cheikh Ben Ayachi ben Saïd, douar Aït-Ikhel)	1.300 mq. m = 1	12/130		
		16	Maati ben Larbi (cheikh Berkass, douar des Mouarid)	1.500 mq. m = 0,66	1/2		Le débit de cette source est variable avec les saisons. Il est assez fort en hiver pour diminuer beaucoup en été.
		17	Si el Hadj ben Bouazza Mohamed (cheikh Berkass, douar des Mouarid)	1.200 mq. m = 0,83	1/2		
Aïn Rejel Blira (17)	0,92	18	Kebir ben Djilali (cheikh Berkass, douar des Mouarid)	350 mq. m = 2,8	10/92	72/92	Cette source se trouve dans le même lit que la précédente.
		19	Bou Driss ben Bouazza (cheikh Berkass, douar Mouarid)	1.000 mq. m = 1	10/92		
Aïn Bouafad (18) ...	0,13	28	Ahmed bel Razi, Si Mohamed ben Abdallah Soussi (2 associés) (cheikh Berkass)	4.100 mq. m = 0,32	Totalité		
Aïn Mzagra	1,10	30	Allal ben Driss (cheikh Aïssa, caïd Bou Driss)	7.100 mq. m = 0,14	10/110		Source captée qui alimente un abreuvoir-lavoir et irrigue les terrains (30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 50).
		31	Khalifa Djilali ben Moussa (caïd Bou Driss)	12.500 mq. m = 0,08	10/110		
		32	Cheikh Aïssa ben Hamadi (douar Aït-Kosso)	2.500 mq. m = 0,077	3/110		
		33	Mansour ben Ghicoui (cheikh Aïssa ben Hamadi, douar Aït-Icho)	2.000 mq. m = 0,067	3/110		
		34	Hamed ben Kadlo (cheikh Aïssa ben Hamadi, douar Aït-Icho)	2.200 mq. m = 0,073	3/110		
		35	Ghenoui ben Cherkaoui (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	2.300 mq. m = 0,19	10/110		
		36	Kaddour ben Rezouk (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	2.100 mq. m = 0,14	3/110		
		37	Si Ben Aïssa ben Rezouk (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	12.500 mq. m = 0,08	10/110		
		38	M'Derder ben Saïda (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	1.000 mq. m = 0,03	3/110		
		39	Abdellah ben Hoj (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	1.400 mq. m = 0,021	3/110		

DESIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Mzagra (suite).							
		40	Ali ben Haj, Abdallah ben Haj (khalifa Djilali)	2.800 mq. m = 0,01	3/110		
		41	Larbi ben Allal, Mohamed ben Allal (2 associés) (douar Aït-ben-Nasseur) ..	6.000 mq. m = 0,168	10/110		
		42	Ali ben Haj, Abdallah ben Haj (2 associés) (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	2.600 mq. m = 0,11	3/110		
		43	Ali ben Haj (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	4.400 mq. m = 0,11	5/110		
		44	Mohamed ben Allal (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	2.700 mq. m = 0,11	3/110		
		45	Larbi ben Allal (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Nasseur)	4.000 mq. m = 0,12	5/110		
		46	Mohamed ben Allal	2.200 mq. m = 0,07	3/110		
		50	Khaïti ben Abdellah, Bouazza ben Abdellah, Larbi ben Abdellah (khalifa Djilali, douar Aït-ben-Moussa)	6.100 mq. m = 0,16	1/11	1/11	
Aïn Kerfita (20)	0,12	55	Fami ben Abdesslem, Mohamed ben Abdesslem (caïd Bou Aïssa, cheikh Berkass, douar Aït-ben-Moussa)	1.800 mq. m = 0,55	10/112	1/12	
Aïn Kerfita (21)	0,13	56	Kaddour et Hamadi ben Abdellah (caïd Ben Aïssa, douar Aït-ben-Moussa) ..	2.200 mq. m = 0,22	10/113	3/113	Cette source est située dans le même thalweg que la précédente et irrigue un terrain situé 100 mètres plus bas.
Aïn el Kadi	0,80	90	Abou ben Maati, Djilali ben Maati, Riahi ben Maati, Ben Naceur ben Maati	4.200 mq. m = 0,12	5/8	3/8	L'ain Kadi est une réunion de plusieurs petites sources.
Aïn el Hench (23)	0,80	91	Bahrouni Saïd Lahssen, Mohamed ben Saïd (cheikh Djelloul, caïd Bou Driss, douar Aït Assou)	750 mq. m = 1,3	1/8	7/8	
Aïn Si Ameur Riahi (24)	0,75	92	Rzouk et Bahaddou ben Bahadou (caïd Bou Driss, cheikh Djilali, douar Aït Ali)	900 mq. m = 1,1	10/75	35/75	Source captée qui alimente un abreuvoir-javoir au pied du marabout Si Ameur Riahi.
		93	Rzouk el Bahadou ben Bahadou, Mohamed Lahssen, Aziz Ahmed ben Mohamed ben Ahmed ben Haj	900 mq. m = 1,1	10/75		
		94	Les six frères ci-dessus	2.300 mq. m = 0,87	20/75		
Aïn el Guemel (24 bis)	0,20	95	Rzouk et Bahadou ben Bahadou	5.900 mq. m = 0,25	15/20	5/20	
Aïn Kseub (25)	0,25	96	Himidi ben Bouziane	5.400 mq. m = 0,37	20/25	5/25	

DESIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Bouida (26)	0,75	97	Baadou ben Larbi	600 mq. m = 0,33	2/125		L'ain Bouida se compose de deux sources dont le débit est variable avec les saisons.
Aïn Bouida (27)	0,50	98	Larbi ben Maati				
	1,25	99	Moud ben Omar	6.700 mq. m = 0,52	39/125		
		100	Baadou ben Larbi	5.500 mq. m = 0,48	25/125		
		101	Hâdi ben Omar	1.500 mq. m = 0,47	7/125		
		102	Bouazza ben Hamadi, Mohamed ben Mohamed, Hamadi ben Bahadou	1.000 mq. m = 0,50	5/125		
Aïn Si Mohamed el Ghebif (28)	0,50	103	Cheikh Djelloul (caïd Bou Driss, douar Aït-Moussa-Hamar)	6.800 mq. m = 0,44	30/125	21/125	
		104	Mohamed ben Iza	3.300 mq. m = 0,39	13/50		
		105	Ben Achir ben Ahmed	2.000 mq. m = 0,35	7/50	8/50	
		106	Ben Achir ben Roughi	2.600 mq. m = 0,38	10/50		
		107	Gouaïch ben Hamadi, Housseïn ben Hamadi	800 mq. m = 0,37	3/50		
Aïn Ank el Jemel (29)	0,12	123	Abdesselem ben Housseïn	2.300 mq. m = 0,39	9/50		
		124	Mohamed ben Mokhtar	2.100 mq. m = 0,33	7/12	2/12	
Aïn Kerma (30)	0,25	126	Hamida ben Inni, Mohamed ben Inni (caïd Bou Driss, douar Aïn-Ran)	700 mq. m = 0,42	3/12		
		127	Hamadi ben Abdesselem	900 mq. m = 0,78	7/25	5/25	
Aïn Mellah (31)	0,25	128	Hameur ben Barati (caïd Bou Driss, douar Aït-ben-Hacen)	1.800 mq. m = 0,72	13/25		
Aïn Mellah	0,35	129	Addou ben M'Derder	2.500 mq. m = 0,60	15/25		
	0,60			2.000 mq. m = 0,60	12/25		
Aïn Sfergel (33)	0,20	130	Cherkaoui ben Bouziane, Amar ben Bouziane, Aïssa ben Bouziane	3.600 mq. m = 0,61	22	9/58	
Aïn Khali Mohamed	0,25	131	Aïssa ben Hamri	1.500 mq. m = 0,67	10/2	1/2	
		137	Bel Khatti ben Housseïn	3.500 mq. m = 0,11		5/25	
		138	Abou ben Bark, Djaabit ben Bark	9.500 mq. m = 0,12	12/25		
		139	Jraïder ben Jaïber, Radi ben Jaïber	3.500 mq. m = 0,11	4/25		
Aïn Allal Boudina (35)	0,25	140		3.200 mq. m = 0,25	8/25	5/25	

DESIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Allal Boudina (35) (suite)	0,25	141	Allal Boudina	4.300 mq. m = 0,25	12/25		
Aïn Djiret (36)		142	Sidi Larbi ben Khaïti	9.600 mq. m = 0,114	11/25	5/25	
		143	Layachi ben Addou, Hamou ben Ad-dou	7.200 mq. m = 0,12	9/25		
Aïn ben Chafi (37)	0,25	145	Ben Achir ben Haj	4.700 mq. m = 0,425	20/25	5/25	
Aïn Mjtoub (38)	0,25	147	Idriss ben Bekal	2.200 mq. m = 0,136	3/25		
		148	Ranem ben Baïz	2.700 mq. m = 0,15	4/25	5/25	
		149	Hamou ben Baïz	3.200 mq. m = 0,124	4/25		
		150	Ali bel Haj	2.300 mq. m = 0,13	3/25		
		151	Miloud bel Haj	4.400 mq. m = 0,136	6/25		
Aïn Toumier (39)	0,20	152	Bouazza ben Larbi (caïd Bou Driss, khaïfa Djilali, douar Oukad-Renem)	2.500 mq. m = 0,28	7/20	4/20	
		153	Hamadi ben Larbi, Djilali ben Larbi, Ahmed ben Larbi, Tahar ben Larbi	3.100 mq. m = 0,29	9/20		
Aïn bel Fkhira (40)	0,30	154	Tami ben Khalouf	1.600 mq. m = 0,30	8/30	5/30	
		155	Hamdi ben Khaïti	1.200 mq. m = 0,30	6/30		
		156	Tami ben Khalouf	2.300 mq. m = 0,30	11/30		
Aïn el Had (41)	0,25	157	Housseïn ben Baraho, Allal ben Housseïn	3.900 mq. m = 0,31	20/25	5/25	Cette source est formée par trois stuintements.
Aïn Sliman (42)	0,40	158	Habid ben Hamouda (douar Djaidraït)	1.100 mq. m = 0,91	1/4	1/4	
		159	Ben Jafer ben Haj, Bouchaïb ben Khaïti	2.100 mq. m = 0,95	2/4		
Aïn Iertigua	0,20	160	Miloud ben Haj, Si Aïssa ben Haj (douar Allel-Ranem)	9.800 mq. m = 0,15	15/20	5/20	
Aïn Ali	2,80	162	Mohamed ben Boussain (caïd Bou Driss, khalifa Djilali, douar Aït-Arbouali)	1.900 mq. m = 0,74	14/280		Après ce jardin, sur 300 mètres, se trouvent quatre jardins de figuiers de 20 à 30 centimètres, mais non irrigués, appartenant à Bark ben Maati, Kacem ben Akka, Abbou ben Abbou, Larbi ben Akka.
Ali Si Ali ben Serhir		163	Haj ben Djilali, Miloud ben Djilali	1.700 mq. m = 0,76	13/280		
		164	Allal ben Ranem (caïd Bou Driss, douar Rouaraoua)	600 mq. m = 0,75	46/280		
		165	Bouazza ben Abbou (caïd Bou Driss, douar Aït-Abbou-Ali)	2.700 mq. m = 0,74	20/280		

DÉSIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Si Ali ben Serhir (suite)		166	Hamida ben Housseïn, Housseïn ben Housseïn (douar Djaidrett)	3.900 mq. m = 0,77	30/280		
		167	Mêmes propriétaires que ci-dessus	1.800 mq. m = 0,78	14/280		
		168	Ali ben Larbi (douar Djaidrett)	1.700 mq. m = 0,74	13/280		
		169	Arbbi ben Akka	1.100 mq. m = 0,91	10/280	57/280	
		170	Djaïbes ben Ahmed	2.300 mq. m = 0,78	18/280		
		171	Mansour ben Ahmed	1.300 mq. m = 0,77	10/280		
		172	Larbi ben Haj (douar Oulad-Ranem)	2.800 mq. m = 0,71	20/280		
		173	Abdellah ben Faïda (douar Aït-Arbi-ou-Ali)	2.700 mq. m = 0,74	20/280		
Aïn Djenan Daoura (45)	0,25	174	Mohamed ben Drini (caïd Bou Driss, douar Djaidrett)	2.600 mq. m = 0,77	20/25	5/25	
Aïn Sabraoua (46)	0,15	175	Haj ben Abdellah, Ichi ben Abdellah (douar Oulad-Ranem)	2.200 mq. m = 0,18	4/15	3/15	
Aïn Rita	Suintement insinifiant	176	Ahmed ben Khatî (douar Oulad-Ranem)	5.500 mq. m = 0,145	8/15		Jardin irrigué par le Tiflet au bi-dou.
Aïn Kseub (48)	1,05	177	Baïz ben Bouziane (douar Oulad-Ranem)	1.100 mq. m = 0,91	10/105	85/105	
Aïn Tafergouch (49)	2,50	178	Djebbou ben Djilali (caïd Bou Driss, douar Oulad-Ranem)	1.100 mq. m = 0,91	10/105		
Aïn Dekatar (50)	0,10	179	Bark ben Miloud			Totalité	
Aïn Kaloua (51)	0,50					Totalité	
Aïn Ras Ras (52)	0,25					Totalité	
Aïn Kouicir (53)	0,20					Totalité	
Aïn Laloua (54)	0,20					Totalité	
Aïn el Gougletle (55)	Niveau constant					Totalité	
Aïn Skheum (56)	0,17	181	Aomar ben Lassen, Hamida ben Zaria (cheikh Razi, caïd Bou Driss, douar Aïl-ben-Kasso)	4.500 mq. m = 0,78	35/40	5/40	
Aïn Ferrachcha (57)	0,40					Totalité	
Aïn Rineoua (58)	1,30	182	Cheikh Razi, Moha el Haj (caïd Bou Driss, douar Aït-ben-Kasso)	2.400 mq. m = 0,29	7/100		
Aïn Jader (59)	0,25					Totalité	
Aïn el Aïachi (60)	0,25					Totalité	
Aïn Cheik (62)	0,13					Totalité	
Aïn Draoua	1,00					Totalité	

DESIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Draoua (62) (suite)		183	Ben Aïssa ben Bouazza (caïd Bou Driss, douar Aït-ben-Kesso)	4.000 mq. m = 0,30	12/100		
		184	Riahi ben Bouazza	4.500 mq. m = 0,31	14/100		
		185	Ben Aïssa ben Bouazza	600 mq. m = 0,33	2/100	11/100	
		186	Mohamed ben Tahar, marabout habi- tant Salé	2.300 mq. m = 0,30	7/100		
		187	Rgad ben Hamadi (douar Aït-Bou- Taïb)	5.200 mq. m = 0,31	16/100		
		188	Moussa ben Si Larbi (douar Aït-Bou- Taïb)	10.000 mq. m = 0,31	31/100		Irriguée par l'ain Draoua et l'oued Riba.
Aïn Khalifa Moha- med ben Larous- si (63)	0,12	189	Moussa ben Si Larbi (douar Aït-Bou- Taïb)	8.900 mq. m = 0,11	10/12	2/12	
Aïn Djenan Tolha (64)	0,13	190	Khalifa Mohamed ben Laroussi (douar Aït-Bou-Taïb)	6.400 mq. m = 0,156	10/13	3/13	
Aïn Mssioui (65)	0,06	191	Mohamed ben Bazatt (douar Aït-Bou- Taïb)	3.800 mq. m = 0,19	5/6	1/6	
Aïn Bzaq	0,60	192	Si Ahmed Mssioui	400 mq. m = 0,75	3/60		
		193	Haimour ben Layachi (cheikh Razi, douar Aït-Bou-Taïb)	700 mq. m = 0,71	5/60		
		194	Addou ben Hamou	900 mq. m = 0,66	6/60	4/60	
		195	Alla ben Omar	900 mq. m = 0,66	6/60		
		196	Chebel ben Mohamed	900 mq. m = 0,66	9/60		
		197	Addou ben Hamou	1.400 mq. m = 0,64	20/60		
		198	Mohamed ben Haj	2.900 mq. m = 0,69	7/60	1/6	
Aïn Boutouzel (67)	0,60	198	Mamour ben Haj	5.000 mq. m = 0,50	3/6		
		199	Mohamed ben Ali	1.500 mq. m = 0,66	1/6		
		200	Bouazza ben Bazatt	1.400 mq. m = 0,71	1/6		
		201	Ben Omar et Hamou ben Mohamed	1.000 mq. m = 0,40	4/40		
Aïn Charadi	0,40	201	Mohamed ben Bouchta	2.000 mq. m = 0,40	8/40	6/40	
		202	Ahmed et Allal ben Zouïata	2.900 mq. m = 0,41	12/40		
		203	Ornar et Hamou ben Mohamed	2.400 mq. m = 0,42	10/40		
		204	Mohamed ben Aomar	3.600 mq. m = 0,56	20/25	5/25	
Aïn Omar ben Mo- hamed (69)	0,25	205	Ornar et Hamou ben Mohamed, Hami- da ben Lahssen, Bouazza ben Yous- sef				

DÉSIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Mohamed el Razi (70)	0,25	206	Moha ben Maati	800 mq. m = 0,50	4/25	6/25	
		207	Mohamed ben Razi	1.600 mq. m = 0,50	8/25		
		208	Bouazza ben Si Agbdellari	1.400 mq. m = 0,50	7/25		
Aïn Moha ben Maati (71)	0,33	209	Moha ben Maati	7.200 mq. m = 0,39	28/33	5/33	
Aïn Bouazza ben Larbi (72)	0,10	210	Bouazza ben Larbi	900 mq. m = 0,66	6/10	4/10	
Aïn Abdelah ben Hamadi (73) ..	0,12	211	Cheikh Ali ben Haj	900 mq. m = 0,55	5/12	2/12	
		212	Abdellah ben Hamadi	800 mq. m = 0,62	5/12		
Aïn Abdelkrim (74) ..	0,04	213	Lahssen, Ahmed, Ali Bou Driss, Dji- fali ben Tahar	1.500 mq. m = 1	15/20	Totalité 5/20	
Aïn Kerma (76) ..	0,20	214	Tami ben Brahim (cheikh Aïssa, douar Aït-Kosso)	1.700 mq. m = 0,47	8/17	Totalité Totalité	
Aïn Rira (77) ..	0,13	215	Ali ben Tami	900 mq. m = 0,44	4/17	2/17	
Aïn Tami	0,17	216	Khatil ben Tami	600 mq. m = 0,50	3/17		
Trois petites sour- ces, à 150 mètres en aval de l'ain Riba (79)	0,25	221	Abdelkader ben M'Kadem, Bouchaib ben Mokatem (douar Aït-Bou-Taïb).	4.800 mq. m = 1	48/80	13/80	
Aïn Djemel (80) ..	0,20	222	Ali ben Haj	1.900 mq. m = 1	19/80		
Aïn Si Allal el Ba- rhaoui	0,80	223	Aïn ben Gourzana (douar Aït-ben- Kosso)	10.000 mq. m = 1	10/13	3/13	Irriguée en partie par le Zili et par la source.
Aïn Si Mohamed (82)	0,18	231	Razi el Ajri	400 mq. m = 1,24	5/33	3/33	
Aïn Razi el Aouï (83)	0,33	232	Layachi ben Bouazza, Rchem ben Bouazza	4.900 mq. m = 0,51	25/33		
Aïn Kehir ben Lar- bi (84)	0,25	233	Kebir ben Larbi	3.800 mq. m = 0,21	8/25		
		234	Ahmed ben Mahjoub (cheikh Razi, douar Aït-ben-Kaceur)	1.300 mq. m = 0,15	2/25	5/25	
		235	Meki ben Mohamed	5.300 mq. m = 0,19	10/25		

DESIGNATION des sources et n° du plan	DÉBIT total en juin 1930 en l.-s.	N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES des terrains irrigués et leur résidence	SURFACES irriguées et module	DÉBIT reconnu en parts	DÉBIT revenant au domaine public en parts	OBSERVATIONS
Aïn Caïd Hamida (85)	0,25	236	Ahmed ben Hamida (douar Aït-Boho)	11.300 mq. m = 0,176	20/25	5/25	
Aïn Razi ben Koreïch (86)	0,20	237	Razib Koreïch (douar Aït-ben-Ameur)	1.100 mq. m = 0,47	3/20		
		238	Abdelkader Chena (douar Aït-ben-Ameur)	1.800 mq. m = 0,333	6/20	3/20	
		239	Mohamed ben Caïd Aomar	2.400 mq. m = 0,333	8/20		
Aïn Charbez el Breïbrel (87)	0,13	240	Larbi ben Lahssen (ancien caïd)	4.700 mq. m = 0,213	10/13	3/13	
Aïn Larbi ben Hamou (88)	0,10	241	Larbi ben Hamou (douar Aït-Boho)	1.700 mq. m = 0,59	Totalité	Débit au-dessus de 0 l.-s. 10	
Aïn Cherchera (89)	1,00	242	Ben Achir ben Razi (douar Aït-ben-Taïb)	400 mq. m = 0,027	25/100		
		243	Razi ben Bahraoui	5.300 mq. m = 0,66	35/100	15/100	
		244	Mohamed ben Rhalok	3.800 mq. m = 0,66	25/100		
Aïn ben Naceur bel Filifa (90)	0,17	245	Ben Kacem bel Filifa (douar Aït-Housséïn-Icho)	5.700 mq. m = 0,30	Totalité	Débit au-dessus de 0 l.-s. 17	
Aïn Abdelkader Djibilou (91)	0,20	246	Hamadi ben Omar, Tahar ben Rouzhal	900 mq. m = 1,1	1/2		
Aïn Sidi Zeber (92)	0,20				Totalité		
Aïn Cheïchera Rechfer	0,25	247	Meki ben Azi	1.200 mq. m = 1	12/25	13/25	Tarie en été. Réunion de deux petites sources.
Aïn Strami (94)	0,10	248	Ksou ben Hamadi el Razi	1.300 mq. m = 1	13/34	Totalité	Ces deux sources forment l'origine du Zilli. La (97) est captée et est située à proximité de la ferme du nommé Langelli François.
Aïn Mergen (96)	0,06						
Aïn Mergen (97)	0,17						
Aïn Grelita (98)	0,12	249	Cheïkh Bahraoui ben Assou (douar Aït-Bourzaine)	2.000 mq. m = 0,5	10/12	2/12	Réunion de trois petites sources.
Aïn Breha (99)	0,30				Totalité	Débit au-dessus de 0 l.-s. 11	
Aïn Zihilya (100)	0,11	250	Achid ben Razi	900 mq. m = 1,2	Totalité	Totalité	
Aïn Kaf (101)	0,10						
Aïn Klab (102)	0,07						
Aïn Mohen (103)	0,16						
Aïn Brîdya (104)	0,10						
Aïn Beïda (104 bis)	0,10						
Aïn Jora (105)	1,05						
Aïn Si Tahar (106)	0,50						Source captée alimentant la maison cantonnière d'Aïn-Jora.
Aïn Khalif (107)	0,07						Se confond avec le lit du Tiffet.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS
relatif à la destruction des lapins.

LE DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse et, notamment, son article 10 ;

Vu l'arrêté du 20 juin 1934 portant ouverture et fermeture de la chasse pendant la saison 1934-1935 ;

Considérant que les lapins causent d'importants dégâts dans certaines zones des régions de Rabat et de Fès et qu'il importe d'en intensifier la destruction,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1934 portant ouverture et fermeture de la chasse pendant la saison 1934-1935, les propriétaires ou possesseurs de terrains compris dans les zones figurées en rose aux plans annexés à l'original du présent arrêté, sont autorisés à détruire sur leurs terres, par tous les moyens, sauf l'incendie, les lapins qui causent des dégâts à leurs cultures.

Cette autorisation porte :

1° Dans la région de Rabat :

Sur tout le périmètre de reboisement de l'oued Beth situé sur les deux rives de cet oued, de part et d'autre de la route n° 14 de Rabat à Meknès, près du pont du Beth ;

2° Dans la région de Fès, contrôle civil de Sefrou :

Sur la zone limitée :

Au nord, par la route n° 3 de Fès à Taza, du ravin du Jerjoum à la piste de Bir-Tamtam ;

A l'est, par la piste de Bir-Tamtam à El-Menzeh, puis celle d'El-Menzeh au pont de Mechra-el-Amar sur le Sebou ; puis l'oued Sebou jusqu'au confluent de l'oued Zra et ce dernier oued jusqu'à Tazouta ;

Au sud, par la piste de Tazouta à Tagnaneit ;

A l'ouest, par le chemin de Tagnaneit à Cheurbana et Metaha, par l'oued Zgane jusqu'au croisement de la piste El-Menzeh-Sefrou, par cette piste jusqu'à l'oued Ouata et ce dernier jusqu'à son confluent avec l'oued Sebou ; par l'oued Sebou jusqu'au ravin du Jerjoum et, enfin, par ce dernier ravin jusqu'à la route n° 3 susvisée.

ART. 2. — Les propriétaires ou possesseurs pourront déléguer leur droit de destruction à d'autres personnes en leur donnant, par écrit, des autorisations spéciales et nominatives, dont les bénéficiaires devront toujours être munis et qui devront être exhibées à toute réquisition des agents chargés de la police de la chasse.

ART. 3. — Les lapins tués dans les conditions susvisées ne pourront être transportés, colportés ou mis en vente que s'ils sont accompagnés d'un permis de colportage mentionnant leur nombre, leur origine et leur destination, ainsi que le nom du transporteur.

Ce permis délivré par les autorités locales de contrôle en vue d'un seul transport, devra être présenté à toute réquisition des agents chargés de la police de la chasse, et de ceux chargés de la perception des droits de porte.

ART. 4. — Le présent arrêté portera effet jusqu'au 31 août 1935, veille de la date d'ouverture de la chasse en 1935.

Rabat, le 18 octobre 1934.

BOUDY.

MÉDECIN AGRÉÉ

pour la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos.

Par décision du directeur général des travaux publics, en date du 15 octobre 1934, M. le docteur Bouveret, médecin-chef de l'hôpital régional mixte de Mogador, est ajouté à la liste des médecins en résidence dans les centres immatriculés, agréés par la décision du 13 novembre 1931, pour la délivrance des certificats médicaux de capacité.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL
DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT.

JUSTICE FRANÇAISE

SECRETARIATS DES JURIDICTIONS FRANÇAISES

Par arrêté du premier président de la cour d'appel, en date du 28 septembre 1934, sont promus, à compter du 1^{er} novembre 1934 :

Secrétaire-greffier de 1^{re} classe

M. BELDAME Louis, secrétaire-greffier de 2^e classe.

Commis-greffier principal de 1^{re} classe

M. TAILLEFER François, commis-greffier principal de 2^e classe.

Dame employée de 1^{re} classe

M^{me} FERANDEL Cécile, dame employée de 2^e classe.

*
*
*

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 22 septembre 1934, est rapporté l'arrêté en date du 22 mai 1934 par lequel M. GROSNIÈRE André, percepteur de 3^e classe, en disponibilité d'office depuis le 1^{er} octobre 1928, était considéré comme démissionnaire de son emploi, à compter du 1^{er} octobre 1933.

M. GROSNIÈRE André est maintenu dans la position de disponibilité d'office.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 5 octobre 1934, M. ENGUMANO Alexandre, commis de 3^e classe, est placé dans la position de disponibilité, à compter du 20 octobre 1934, pour accomplir son service militaire.

Par arrêtés du directeur du service des douanes et régies, en date du 11 octobre 1934, sont promus, à compter du 1^{er} novembre 1934 :

Inspecteur principal de 1^{re} classe

M. PÉPIN Marius, inspecteur principal de 2^e classe.

Vérificateur principal de 1^{re} classe

M. DE LA BERRURIÈRE DE SAINT-LAON Jean, vérificateur principal de 2^e classe.

Sous-brigadier de 1^{re} classe

MM. LEGA Vincent et BACH Jean, sous-brigadiers de 2^e classe.

Sous-brigadier de 2^e classe

MM. PEJAC Louis, LÉONETTI Paul, BRANCA Joseph et BRIZZI Jean, sous-brigadiers de 3^e classe.

Préposé-chef hors classe

M. PAUL Ambroise, préposé-chef de 1^{re} classe.

Préposé-chef de 1^{re} classe

M. VINCENSINI Louis, préposé-chef de 2^e classe.

Préposé-chef de 2^e classe

MM. RAMADIER Louis et LAVISSE Georges, préposés-chefs de 3^e classe.

Préposé-chef de 4^e classe

MM. LAUCHER Georges, RIBAUT Adolphe et PONSOLLE Henri, préposés-chefs de 5^e classe.

Par arrêté du directeur du service de l'enregistrement et du timbre, en date du 19 septembre 1934, M. SABADEL Max, commis de 3^e classe, est promu commis de 2^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1934.

Par arrêtés du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date du 2 octobre 1934, est acceptée, à compter du 1^{er} novembre 1934, la démission de son emploi offerte par M. COUSSEAU Pierre, commis principal de 2^e classe.

*
*
*

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DE LA COLONISATION.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 20 avril 1934, M. COSSON Roger, ingénieur adjoint du génie rural de 2^e classe, est promu ingénieur du génie rural de 4^e classe, à compter du 1^{er} mai 1934.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 18 juillet 1934, M. JOUANNEUX Hilaire, commis principal de 2^e classe, est promu commis principal de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} octobre 1934.

* * *

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 5 septembre 1934, sont promus, à compter du 1^{er} novembre 1934 :

Topographe de 2^e classe

MM. PRADOURAT Constant et LUGHERINI Raoul, topographes de 3^e classe.

Dessinateur principal hors classe

M. HOFFART Gabriel, dessinateur principal de 1^{re} classe.

Dessinateur principal de 1^{re} classe

M. COUZINIE Emile, dessinateur principal de 2^e classe.

Dessinateur principal de 3^e classe

M. BORÉE Léopold, dessinateur de 1^{re} classe.

Dessinateur de 1^{re} classe

M. HÉBERT Charles, dessinateur de 2^e classe.

Commis de 2^e classe

M. BONNAME Roger, commis de 3^e classe.

Par décision du directeur, chef du service topographique, en date du 2 octobre 1934, est acceptée, à compter du 1^{er} novembre 1934, la démission de son emploi offerte par M. ACHER Augustin, commis principal hors classe.

PROMOTIONS

réalisées en application du dahir du 27 décembre 1924, attribuant aux agents des services publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.

Par arrêtés du directeur du service des douanes et régies, en date du 11 octobre 1934, et en application des dispositions du dahir du 27 décembre 1924 :

Par arrêtés du directeur du service des douanes et régies, en date du 11 octobre 1934, et en application des dispositions du dahir du 27 décembre 1924, sont réalisées les promotions et révisions de situations suivantes :

M. STEPHANOPOLI DE COMNÈNE Elie, contrôleur des douanes de 3^e classe, à compter du 1^{er} juin 1933, dans la position de disponibilité pour accomplir son service militaire, à compter du 26 octobre 1933, réintégré à compter du 1^{er} septembre 1934, est reclassé en la même qualité avec la même ancienneté (bonifications 10 m. 5 j.) ;

M. LAPEROU Charles, contrôleur des douanes de 3^e classe, à compter du 1^{er} septembre 1933, dans la position de disponibilité pour accomplir son service militaire, à compter du 26 octobre 1933, réintégré à compter du 1^{er} octobre 1934, est reclassé en la même qualité avec la même ancienneté (bonifications 11 m. 5 j.).

NOM ET PRÉNOM	SITUATION ANCIENNE		SITUATION NOUVELLE		DURÉE des services militaires rappelés Bonifications
	Grade et classe	Date de recrutement	Grade et classe	Date d'ancienneté	
MM. Gaigneux Théodore.....	Contrôleur stagiaire	16 août 1930	Contrôleur de 3 ^e classe	23 octobre 1931	10 mois 29 jours
Tur Mathieu	id.	1 ^{er} août 1932	id.	5 mars 1933	17 mois 26 jours
Guiffrey Guy	id.	id.	id.	1 ^{er} mars 1933	18 mois
Chevalier Joseph	id.	1 ^{er} septembre 1932	id.	20 avril 1933	17 mois 11 jours
Douchin Alfred	id.	29 août 1932	id.	12 octobre 1933	11 mois 19 jours
Peytavi Sévorin	Préposé-chef de 6 ^e classe	1 ^{er} octobre 1933	Préposé-chef de 6 ^e classe	3 novembre 1932	10 mois 28 jours

RECTIFICATIF AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 1140, du 31 août 1934, page 874.

Arrêté viziriel du 7 août 1934 (25 rebia II 1353) portant réglementation de la vinification, de la détention, de la circulation et du commerce des vins.

Article 8. — (3^e alinéa).

Au lieu de :

« Les marchands de vin en gros et demi-gros sont tenus de faire mention sur leurs factures, du degré alcoolique des vins de consommation courante qu'ils livrent au commerce ; une référence qui permette de se reporter au registre d'entrées et de sorties dont la tenue est prescrite par l'article 10 et dans lequel figurent le degré, les numéros du bulletin de l'analyse prévue à l'article 5 ci-dessus, s'il s'agit de vins marocains ; des numéros de déclaration en douane avec indication de l'année et du port de débarquement s'il s'agit de vins importés et, enfin, le cas échéant, de la nature du coupage et les proportions de ses éléments. »

Lire :

« Les marchands de vin en gros et demi-gros sont tenus de faire mention, sur leurs factures, du degré alcoolique des vins de

consommation courante qu'ils livrent au commerce et d'inscrire une référence qui permette de se reporter au registre d'entrées et de sorties dont la tenue est prescrite par l'article 10 et dans lequel figurent le degré, les numéros du bulletin de l'analyse prévue à l'article 5 ci-dessus s'il s'agit de vins marocains, les numéros de déclaration en douane avec indication de l'année et du port de débarquement s'il s'agit de vins importés et, enfin, le cas échéant, la nature du coupage et les proportions de ses éléments. »

Article 9. — (8^e alinéa).

Au lieu de :

« Les bouteilles, sauf pour les vins mousseux tels qu'ils sont définis au titre troisième ci-après, ou dans le cas de vente de vins de consommation courante servis par le vendeur pour être consommés sur place, doivent porter en caractères à l'encre noire d'au moins 3 millimètres de haut, l'indication de la contenance en centilitres et correspondre aux caractéristiques suivantes : ... »

Lire :

« Les bouteilles, sauf pour les vins mousseux tels qu'ils sont définis au titre troisième ci-après, ou dans le cas de vente de vins de consommation courante servis par le vendeur pour être consommés sur place, doivent, à moins de porter en caractères à l'encre noire d'au moins 3 millimètres de haut l'indication de la contenance en centilitres, correspondre aux caractéristiques suivantes : ... »

PARTIE NON OFFICIELLE

**COMPTE RENDU
DES OPÉRATIONS DES BANQUES POPULAIRES
PENDANT LES ANNÉES 1931, 1932 et 1933.**

Historique des banques populaires

Le crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie, a été institué au Maroc par le dahir du 25 mai 1926. Cependant, il faut attendre l'année 1931 pour que des initiatives encouragées par les chambres de commerce locales, aboutissent à la constitution des banques populaires de Port-Lyautey, Rabat et Casablanca. Sans doute, la crise économique a-t-elle pris à cette époque une acuité plus grande au Maroc, incitant le petit commerce et l'artisanat à recourir aux facilités mises à leur disposition par l'Etat.

Ce mouvement a été suivi, en 1932, par les commerçants de Meknès, Fès et Oujda. Le Protectorat envisageait alors une concentration des banques populaires, par la constitution de deux banques centrales englobant tout le territoire chérifien. Cette formule aurait permis, sans augmenter la dotation des banques populaires, grâce à un accroissement du crédit personnel de ces sociétés, ainsi qu'à une réduction de leurs frais généraux, d'étendre à tout le Maroc le bénéfice du dahir du 25 mai 1926.

Cependant, la commission du crédit au commerce et à l'artisanat s'étant prononcée contre la formule envisagée, le Gouvernement ne s'est pas opposé à la constitution des banques populaires de Meknès, de Fès et d'Oujda. Un dahir, en date du 1^{er} août 1933, a néanmoins fixé à 6.250.000 francs le montant total des avances pouvant être attribuées par l'Etat aux banques populaires en même temps qu'un arrêté viziriel limitait à six le nombre de ces sociétés au Maroc.

La banque populaire de Meknès recevait l'autorisation gouvernementale de constitution en mai 1933, et celle d'Oujda le 26 décembre de la même année. Quant à la banque populaire de Fès, une assemblée générale des souscripteurs vient de décider le remboursement du capital versé.

En définitive, cinq banques populaires sont actuellement constituées et fonctionnent au Maroc :

La banque populaire de Port-Lyautey, autorisée par arrêté résidentiel du 19 juin 1931 ;

La banque populaire de Rabat, autorisée par arrêté résidentiel du 24 juin 1931 ;

La banque populaire de Casablanca, autorisée par arrêté résidentiel du 24 juin 1931 ;

La banque populaire de Meknès, autorisée par arrêté résidentiel du 12 mai 1933 ;

La banque populaire d'Oujda, autorisée par arrêté résidentiel du 26 décembre 1933.

Opérations

En exécution du dahir organique du 25 mai 1926, les banques populaires ont pour objet de faire avec des commerçants, industriels, artisans et sociétés commerciales, toutes opérations courantes de banque pouvant intéresser lesdites personnes et sociétés en raison de l'exercice de leur profession.

En fait, les opérations les plus fréquemment traitées sont de trois sortes :

- 1° Escompte et recouvrement d'effets de commerce ;
- 2° Ouvertures de crédit avec ou sans garantie ;
- 3° Recouvrement d'effets remis à l'encaissement.

En vue d'assurer, toutefois, une répartition équitable entre les sociétaires des facultés de crédit dont disposent les banques populaires, le dahir organique en arrêtant, d'une part, le montant maximum de chaque souscription individuelle à 5.000 francs, a fixé, d'autre part, le maximum des ouvertures de crédit susceptibles d'être consenties à chaque adhérent, à deux, cinq et dix fois le montant de

cette souscription suivant qu'il s'agit d'ouvertures de crédit en compte courant, de cotes d'escompte de papier commercial et d'ouvertures de crédit sur nantissement, le maximum des cotes d'escompte pouvant exceptionnellement être porté à 7 fois le capital souscrit pour les sociétaires n'utilisant pas leur crédit en compte courant.

Le tableau suivant donne le total des différents prêts réalisés par les banques populaires au cours des années 1931, 1932 et 1933.

I. — *Escompte du papier commercial.*

BANQUES POPULAIRES	EN 1931	EN 1932	EN 1933
Casablanca	2.681.371 (1)	4.038.674	3.873.228
Rabat	1.535.876 (1)	4.513.117	4.249.746
Port-Lyautey	1.504.318 (1)	3.852.911	3.769.238
Meknès	"	"	2.687.469 (2)
	5.721.465	12.404.702	14.579.681

II. — *Ouvertures de crédit en compte courant.*

BANQUES POPULAIRES	EN 1931	EN 1932	EN 1933
Casablanca	814.500 (1)	2.038.727	1.828.900
Rabat	478.026 (1)	1.979.704	2.000.618
Port-Lyautey	148.651 (1)	680.635	938.488
Meknès	"	"	404.950 (2)
	1.441.177	4.699.062	5.172.956

III. — *Ouvertures de crédit sur nantissements.*

BANQUES POPULAIRES	EN 1931	EN 1932	EN 1933
Casablanca	408.500 (1)	2.820.700	4.435.290
Rabat	789.816 (1)	3.148.277	2.361.580
Port-Lyautey	"	456.305	1.048.750
Meknès	"	"	25.500 (2)
	1.198.316	6.425.282	7.871.030

(1) Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1931.

(2) Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1933.

Sociétaires

Le nombre des sociétaires des banques populaires, au 31 décembre 1933, se répartit comme suit :

BANQUES POPULAIRES	AU 31 DÉCEMBRE 1932	AU 31 DÉCEMBRE 1933
Casablanca	357	346
Rabat	195	255
Port-Lyautey	137	141
Meknès	"	175
Oujda	"	149

Moyens d'action des banques populaires

Ils sont constitués par les ressources propres des banques populaires, les avances de l'Etat et l'aide des banques.

I. — RESSOURCES PROPRES DES BANQUES POPULAIRES.

a) Capital versé.

Au 31 décembre 1933, les versements des sociétaires s'élevaient à 2.163.712 francs contre 1.440.813 francs au 31 décembre 1932.

Cette augmentation résulte notamment, de l'apport nouveau des sociétaires de la banque populaire de Meknès.

BANQUES POPULAIRES	AU 31 DÉCEMBRE 1932	AU 31 DÉCEMBRE 1933
Casablanca	717.700	903.350
Rabat	499.538	574.237
Port-Lyautey	223.575	243.925
Meknès	»	442.200
TOTAL.....	1.440.813	2.163.712

b) Dépôts et comptes courants créditeurs.

BANQUES POPULAIRES	AU 31 DÉCEMBRE 1932	AU 31 DÉCEMBRE 1933
Casablanca	296.256	175.737
Rabat	308.273	459.017
Port-Lyautey	202.380	215.086
Meknès	»	451.920

II. — AIDE DE L'ETAT.

En application du dahir organique, le montant des avances gratuites auxquelles les banques populaires peuvent prétendre, est fixé au maximum au triple de leur capital versé. Pour l'année 1933, elles se sont élevées à 2.398.462 francs dont le tableau suivant donne la répartition.

BANQUES POPULAIRES	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1932	AVANCES RÉALISÉES EN 1933	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1933
Casablanca	1.885.100	268.000	2.153.100
Rabat	916.200	582.412	1.498.612
Port-Lyautey	618.975	52.050	671.025
Meknès	»	996.000	996.000
Oujda	»	500.000	500.000
	3.420.275	2.398.462	5.818.737

III. — AIDE DES BANQUES.

a) Banque d'Etat du Maroc.

L'institut d'émission apporte son concours au fonctionnement du crédit au petit et moyen commerce et à l'artisanat par l'ouverture, au profit des banques populaires, de fiches d'escompte destinées à abriter le papier commercial.

Au 31 décembre 1933, les fiches d'escompte autorisées se répartissent comme suit :

Banque populaire de Casablanca : 300.000 francs ;
Banque populaire de Rabat : 500.000 francs ;
Banque populaire de Port-Lyautey : 300.000 francs ;
Banque populaire de Meknès : 150.000 francs.

Les effets présentés au réescompte sont l'objet d'un contrôle rigoureux. Au surplus, suivant une règle constamment observée par l'institut d'émission, chaque fiche n'est utilisable que dans la limite où elle offre une marge disponible au moins égale au montant des dépôts des adhérents de la banque populaire intéressée. Cette condition restreint dans une assez sensible proportion les opérations de réescompte ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

BANQUES POPULAIRES	FICHES UTILISÉES	
	AU 31 DÉCEMBRE 1932	AU 31 DÉCEMBRE 1933
Casablanca.....	»	»
Rabat.....	285.000	296.800
Port-Lyautey	67.731	34.422
Meknès	»	»

La Banque d'Etat du Maroc a, d'autre part, autorisé au profit de la banque populaire de Rabat, contre la remise en garantie d'un dépôt de titres, l'ouverture d'un crédit de caisse de 300.000 francs.

b) Autres banques.

Le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie apporte également son concours au fonctionnement des banques populaires par l'ouverture de fiches d'escompte.

1° Au profit de la banque populaire de Rabat :

150.000 francs pour l'escompte du papier commercial ;
200.000 francs pour l'escompte des billets directs ;
350.000 francs à titre de crédit de caisse.

2° Au profit de la banque populaire de Port-Lyautey :

150.000 francs pour l'escompte du papier direct.

Cependant des garanties ont été demandées à ces deux sociétés :

a) Pour la première, sous forme d'une hypothèque en premier rang sur l'immeuble construit par la banque populaire ;

b) Pour la seconde, sous forme d'un dépôt de titres de 25.000 francs.

Enfin, la Compagnie Algérienne et la Société Marseillaise ont autorisé, au profit de la banque populaire de Rabat, l'ouverture de fiches d'escompte s'élevant à 150.000 francs chacune, contre remise en garantie d'un dépôt de titres égal au tiers de la fiche utilisée.

Conclusion

Un rapide examen du compte rendu ci-dessus, permet de constater qu'avec des moyens d'action relativement peu importants, les banques populaires ont obtenu, malgré les erreurs inhérentes à tous organismes nouvellement institués, des résultats appréciables et satisfaisants pour le petit et moyen commerce et l'artisanat. Au 31 décembre 1933, après deux ans et demi de fonctionnement, ces sociétés ont pu, grâce à l'appui de l'Etat et des banques, mettre à la disposition de leurs adhérents, une somme de 7.554.397 francs.

A première vue, il semble que les petits et moyens commerçants doivent être les seuls bénéficiaires du dahir du 25 mai 1926. En réalité, le grand commerce et l'économie générale du Maroc bénéficient indirectement des avantages consentis par les banques populaires par le fait même que les crédits ouverts au profit d'une classe particulière de commerçants, sont répartis, en raison des transactions qu'ils facilitent, entre toutes les catégories de commerçants.

La gestion des banques populaires n'a donné lieu dans son ensemble à aucune critique sérieuse. Les règles de distribution des crédits sont strictement observées, notamment, en ce qui concerne

les maxima autorisés et les garanties offertes par les bénéficiaires. Aussi, si des erreurs ont pu être commises à l'origine, qui se sont traduites par l'existence d'effets impayés, il convient de souligner que les banques populaires s'attachent maintenant à réduire leurs risques au minimum en s'entourant des sûretés nécessaires.

Par ailleurs, le compte « Profits et pertes » de ces organismes se solde en définitive sans gains ni pertes appréciables. L'intérêt des

banques populaires réside d'ailleurs moins dans les bénéfices qu'elles peuvent réaliser du fait de leurs opérations, que dans les avantages retirés de ces opérations par leurs sociétaires. Or, à cet égard, le chiffre des ouvertures de crédit réalisées montre que les banques populaires ont réussi dès le début de leur fonctionnement à remplir, dans la mesure de leurs moyens d'action, le rôle social qui leur a été confié.

SITUATION DES BANQUES POPULAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1933.

ACTIF	Casablanca	Rabat	Port-Lyautey	Meknès
Matériel et mobilier	64.114 46	43.084 10	9.020 »	15.837 30
Frais de premier établissement	3.356 75	8.045 50	»	95 605 40
Immeubles	»	380.459 85	»	»
Dépôts de garantie	»	437.196 50	»	»
Caisse et banques	322.032 60	59.061 66	45.079 87	386.242 51
<i>Portefeuille encaissement :</i>				
En cours	31.190 40	142.871 »	15.414 95	85.288 05
Impayé	64.517 35	»	24.024 55	120.374 35
En recouvrement	5.405 »	13.032 36	11.105 30	33.315 80
<i>Portefeuille escompte :</i>				
Effets commerciaux	610.736 95	543.085 35	391.342 80	864.492 69
Billets directs garantie personnelle	449.000 »	322.328 75	104.175 »	241.150 »
Billets garantie réelle	1.166.800 »	229.900 15	168.910 »	7.000 »
Effets en recette et à régulariser	353.515 30	293.512 43	200.465 55	278.867 77
Effets au recouvrement	57.861 30	121.987 80	74.446 95	16.650 35
Effets au réescompte	»	321.157 85	86.772 25	»
Comptes courants débiteurs	153.586 40	86.224 55	125.473 78	»
Comptes d'ordre	37.600 95	57.681 13	26.999 20	»
Profits et pertes	204.228 18	16.241 27	»	»
TOTAL.....	3.523.945 64	3.375.930 25	1.313.230 20	2.144.830 22
PASSIF				
Capital versé	903.350 »	574.237 50	243.925 »	442.200 »
Avances du Protectorat	2.153.100 »	1.498 612 »	671.025 »	996.000 »
Réserve légale	»	588 70	»	»
Banques réescompte	»	321.157 84	86.772 25	»
Banques comptes courants	»	278.667 85	»	»
Encaissements clients	81.112 75	156.165 05	80.733 80	237.620 »
Réserves pour créances douteuses	160.000 »	11.185 52	»	»
Comptes courants à vue	175.737 14	459.017 93	126.247 87	389.426 94
Dépôts à vue	»	»	88.838 90	52 493 80
Dépôts à terme	»	71.537 60	»	10.000 »
Comptes d'ordre	50.645 75	4.760 25	5.140 »	1.015 30
Comptes transitoires	»	»	»	474 18
Profits et pertes	»	»	10.547 38	15.600 »
TOTAL.....	3.523.945 64	3.375.930 25	1.313.230 20	2.144.830 22

RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 1933.

BANQUES POPULAIRES	En portefeuille	En recette et à régulariser	Réescomptés	En recouvrement chez correspondants	Compte courant débiteur	
<i>Casablanca :</i>						
Effets commerciaux	610.736	176.508	»	42.754	»	830.088
Effets directs non garantis	424.000	88.595	»	»	153.586	666.181
— garantie personnelle	25.000	28.349	»	»	»	53.349
— garantie réelle	1.166.800	59.972	»	»	»	1.226.772
<i>Rabat :</i>						
Effets commerciaux	543.085	68.154	321.158	63.088	»	995.485
Effets directs non garantis	»	»	»	»	86.224	86.224
— garantie personnelle	322.328	116.046	»	34.956	»	473.330
— garantie réelle	529.960	109.312	»	23.945	»	663.217
<i>Port-Lyautey :</i>						
Effets commerciaux	391.348	136.443	34.422	74.447	»	636.653
Effets directs non garantis	96.675	27.547	25.950	»	113.036	263.208
— garantie personnelle	7.500	»	»	»	»	7.500
— garantie réelle	168.910	36.475	26.400	»	12.437	244.222
<i>Meknès :</i>						
Effets commerciaux	864.492	278.868	»	16.656	»	1.160.016
Effets directs non garantis	241.150	»	»	»	»	241.150
— garantie personnelle	»	»	»	»	»	»
— garantie réelle	7.000	»	»	»	»	7.000

MOYENS D'ACTION ET RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 1933.

BANQUES POPULAIRES	MOYENS D'ACTION AU 31 DÉCEMBRE 1933						RISQUES				
	Versements des souscripteurs	Avances de l'Etat	Réescompte	Dépôts des sociétés	Total des moyens d'action	Effets commerciaux	BILLETS DIRECTS			Comptes courants débiteurs	Total des risques
							Non garantis	Garantie personnelle	Garantie réelle		
Casablanca	903.350	2.153.100	»	175.737	3.232.187	830.088	512.595	53.349	1.226.772	153.586	2.776.390
Rabat	574.237	1.498.612	321.200	459.017	2.853.066	995.485	»	473.330	663.217	86.224	2.218.256
Port-Lyautey	243.925	671.023	86.800	215.086	1.216.836	636.655	150.171	7.500	231.786	125.473	1.151.585
Meknès	442.200	996.000	»	451.920	1.890.120	1.160.016	241.150	»	7.000	»	1.408.166
	2.163.712	5.318.737	408.000	1.301.760	9.192.209	3.622.244	903.916	531.179	2.128.775	365.283	7.554.397

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DU TRAVAIL ET DE L'ASSISTANCE

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 8 au 13 octobre 1934.

A. — STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS					DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES					OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				
	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains	
Casablanca.....	44	33	19	55	151	21	»	»	»	21	»	»	16	14	30
Fès.....	»	20	1	5	26	11	21	4	4	40	2	5	1	»	8
Marrakech.....	»	1	»	5	6	6	14	1	2	23	»	»	»	»	»
Meknès.....	»	1	3	»	4	4	3	1	»	8	»	»	»	»	»
Oujda.....	5	60	5	6	76	2	»	1	»	3	1	»	»	»	1
Rabat.....	5	3	3	12	23	22	»	1	»	23	1	»	3	»	4
TOTAUX.....	54	118	31	83	286	66	38	8	6	118	4	5	20	14	43

B. — STATISTIQUE DES DEMANDES D'EMPLOI PAR NATIONALITÉ

VILLES	Française	Marocaine	Espagnole	Italienne	Portugaise	Autres nationalités	TOTAL
Casablanca.....	48	88	16	14	4	2	172
Fès.....	10	48	2	2	»	1	63
Marrakech.....	6	19	»	1	»	»	26
Meknès.....	3	4	1	1	1	»	10
Oujda.....	7	65	4	»	»	»	76
Rabat.....	21	15	3	3	1	3	46
TOTAUX.....	95	239	26	21	6	6	393

ÉTAT DU MARCHÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Pendant la période du 8 au 13 octobre, les bureaux de placement ont réalisé dans l'ensemble un nombre de placements inférieur à celui de la semaine précédente (286 contre 316).

Il ressort du tableau ci-joint que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est inférieur à celui de la semaine précédente (118 contre 160), ainsi que celui des offres non satisfaites (43 contre 57).

A Casablanca, on ne signale aucune modification à la situation du marché du travail. Le bureau de placement a pu procurer un emploi à deux ouvriers agricoles, un horticulteur, un pépiniériste, 4 aides comptables, 4 employés de bureau, 3 représentants de commerce, un chef terrassier, 2 mécaniciens, 1 électricien, 1 forgeron, quelques plombiers et maçons et à un certain nombre d'employés et d'ouvriers placés à titre temporaire. En ce qui concerne la main-d'œuvre féminine, 74 placements ont pu être réalisés. Le bureau

de placement pour la main-d'œuvre marocaine a procuré un emploi à 15 ferrailleurs et à un certain nombre de domestiques.

A Fès, le marché du travail a été particulièrement calme, au cours de cette semaine.

A Marrakech, le bureau de placement n'a été saisi d'aucune offre d'emploi pour européen. En ce qui concerne la main-d'œuvre marocaine, seul le personnel domestique presque exclusivement féminin a été recherché.

A Meknès, aucun fait notable intéressant le marché du travail n'est à signaler.

A Oujda, la situation du marché du travail demeure satisfaisante.

A Rabat, on a noté au cours de cette semaine une légère augmentation du nombre des demandes d'emploi formulées par les chauffeurs européens d'automobiles. Leur placement est difficile en raison de la concurrence des chauffeurs marocains.

Dans l'industrie du bâtiment la situation est toujours satisfaisante. Le bureau de placement a dû faire appel à des ouvriers de Casablanca et de Port-Lyautey pour satisfaire cinq offres d'emploi concernant les électriciens et les plombiers. Le placement du personnel domestique s'effectue normalement.

Assistance aux chômeurs

A Casablanca, pendant la période du 8 au 14 octobre, il a été distribué au fourneau économique par la Société de bienfaisance 814 repas. La moyenne journalière des repas servis a été de 116 pour 57 chômeurs et leur famille. En outre, une moyenne journalière de 43 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit. La région des Chaouïa a distribué au cours de cette semaine 4.113 rations complètes et 410 rations de pain et de viande. La moyenne quotidienne des rations complètes a été de 587 pour 212 chômeurs et leur famille et celle des rations de pain et de viande a été de 60 pour 30 chômeurs et leur famille.

A Fès, il a été distribué 247 kilos de pain, 47 kilos de viande et 199 repas aux chômeurs. 18 chômeurs européens ont été hébergés à l'asile de nuit.

A Marrakech, le chantier municipal des chômeurs occupe une moyenne de 8 ouvriers de professions différentes dont 2 Français, 3 Italiens, 1 Espagnol et 2 Allemands. L'Association française de bienfaisance a délivré au cours de cette semaine des bons de nourriture aux chômeurs nécessiteux dont le montant s'élève à 275 francs.

A Meknès, le chantier spécial ouvert par la municipalité occupe 18 ouvriers, dont 14 Français, 3 Espagnols et 2 Portugais.

A Rabat, une moyenne quotidienne de 58 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit. En outre, la Société de bienfaisance de Rabat-Salé a distribué au cours de cette semaine 1.046 repas. La moyenne journalière des repas servis a été de 149 pour 37 chômeurs et leur famille.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard.

LE 22 OCTOBRE 1934. — *Tertib et prestations 1934 des indigènes* : contrôles civils de Rabat-banlieue, caïdat des Arab (R.S.); de Fès-banlieue, caïdat des Homyane (R.S.); bureau d'Itzer, caïdat des Irklaouen, Ait-Arfa, Ait-Messaoud.

Tertib et prestations 1934 des Européens : régions de Taza, Taza-ville; des Abda-Ahmar, Safi-ville; de Marrakech-ville; de Fès, Hayaïna; de Meknès-banlieue.

LE 25 OCTOBRE 1934. — *Tertib et prestations 1934 des Anglais* : région d'Oued-Zem, Khouribga; région des Haha-Chiadma, Mogador-ville; région du Tadla, Kasba-Tadla.

Tertib et prestations 1934 des Européens : régions du Rharb, Mechra-bel-Ksiri; d'Oujda, Berkane, Martimprey; de Rabat, Khemissèt; de la Chaouïa, Fedala-ville; d'Oujda-banlieue; Rabat, Salé-banlieue; Doukkala, Sidi-Bennour.

Tertib et prestations 1934 des indigènes : bureau d'Ida-ou-Tanan, caïdat Ahl-Timkert, Ait-Ouazzoun; contrôles civils de Sidi-Bennour, caïdat des Oulad-Bouzerara-sud (R.S.); de Berrechid, caïdat des Oulad-Harriz (R.S.); bureau de Loukkos, caïdat des Masmouda (R.S.); bureau de Demnat, caïdat des Ahl-Demnat, Oultana, Ftouaka.

Tertib et prestations 1934 des Américains : région de Rabat, Khemissèt; d'Oued-Zem, Oued-Zem; région des Haha-Chiadma, Mogador-ville.

LE 29 OCTOBRE 1934. — *Taxe urbaine 1934* : Fedala.

Patentes 1934 : cercle du Haut-Ouerrha 1934; localité de Sidi-Bou-Lanouar 1934; localité de Jniba 1934; bureau des Ait-Ouir; annexe de Tamanar; contrôle civil de Mogador-banlieue; Marrakech-banlieue.

Tertib et prestations 1934 des indigènes : bureau d'Argana, caïdats Ida-ou-Zal, Ida-ou-Mamoud, Ida-ou-Ziki.

Tertib et prestations 1934 des Européens : région d'Oued-Zem, Dar-ould-Zidouh; du Rharb, Souk-el-Arba, Petitjean; de Fès, Arbaoua; de la Chaouïa, ville de Casablanca, Benahmed; des Doukkala, Sidi-Ali-d'Azemmour.

Tertib et prestations 1934 des Américains : région de Fès, Fès; région du Rharb, Port-Lyautey.

LE 5 NOVEMBRE 1934. — *Patentes et taxe d'habitation, 1934*. Mogador.

Rabat, le 20 octobre 1934.

P. le chef du service des perceptions en congé,
BAYLE.

* * *

RECTIFICATIF AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 1147,
du 19 octobre 1934

Au lieu de :

Tertib et prestations 1934 des indigènes : de Port-Lyautey; pachalik d'Azemmour; pachalik de Mazagan-banlieue, caïdat des... etc., etc.;

Lire :

De Port-Lyautey, pachalik; d'Azemmour, pachalik; de Mazagan-banlieue, caïdat des... etc.

Rabat, le 20 octobre 1934.

P. le chef du service des perceptions en congé,
BAYLE.

RECUEIL GÉNÉRAL ET MÉTHODIQUE DE LA LÉGISLATION ET DE LA RÉGLEMENTATION DU MAROC par G. CATTENOZ, Docteur en droit

5 volumes sous reliures mobiles, perpétuellement tenus à jour
par remplacement des feuillets périmés.

Textes annotés des décisions de jurisprudence.

Tables : analytique et alphabétique des matières, chronologique des textes, alphabétique et chronologique des décisions de jurisprudence.

En vente aux Imprimeries Réunies, à Casablanca
(Brochure spécimen sur demande)
et chez les principaux libraires du Maroc.

DÉMÉNAGEMENTS POUR TOUT LE MAROC PAR CAMIONS TRÈS RAPIDES

L. COSSO-GENTIL

11, rue Docteur-Daynès, 11. — RABAT

Téléphone : 25.11

TARIFS SPÉCIAUX pour MM. les Fonctionnaires
et Officiers

PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU MAROC

LOTÉRIE MAROCAINE

(Arrêté du Secrétaire Général du Protectorat du 5 mars 1934)

**1^{re} Tranche de 10 millions de francs
en 100.000 billets**

PRIX DU BILLET : 100 FRANCS

PRIX DU DEMI-BILLET : 50 FRANCS

1 LOT de	1 MILLION DE FRANCS
10 LOTS de	100.000 FRANCS
200 LOTS de	10.000 FRANCS
1.000 LOTS de	1.000 FRANCS
3.000 LOTS de	500 FRANCS

TOTAL: 4.211 LOTS POUR 6.500.000 FRANCS

LES BILLETS SONT EXCLUSIVEMENT AU PORTEUR

Les billets sont en vente au Maroc aux caisses suivantes : Banque d'Etat du Maroc, Trésorerie générale, Recettes des Finances, Bureaux de Perception, Bureaux d'Enregistrement, Recettes municipales, Bureaux de Poste, Banques et Etablissements de Crédit, Associations d'Anciens Combattants spécialement autorisées.

**Le tirage aura lieu au plus tard
le 31 décembre 1934**

Les billets gagnants seront payables à la Banque d'Etat du Maroc, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat, à partir du premier jour ouvrable qui suivra le tirage.

L'émission de la 1^{re} tranche a commencé le 15 octobre 1934

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DE LA LOTÉRIE

Art. 4. — Les tirages seront publics et annoncés par la voie de la presse. Ils seront effectués au moyen de cinq sphères métalliques, une pour les unités, une pour les dizaines, une pour les centaines, une pour les milliers, une pour les dizaines de mille, contenant chacune dix boules numérotées de 0 à 9.

Art. 8. — Les lots seront payés sans aucune retenue ni commission pour quelque cause que ce soit. Les porteurs n'auront à fournir aucune justification d'identité au moment de la présentation des billets gagnants.

En cas de perte ou de vol aucune réclamation ni opposition ne seront acceptées.

Art. 9. — Les billets gagnants seront payés à la Banque d'Etat du Maroc, agence de l'avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat, après vérification de leur authenticité et apposition du « Bon à payer ».

Art. 10. — Tous les lots non réclamés dans un délai de six mois à la date du tirage seront déclarés périmés et acquis définitivement au Trésor. Il en sera de même pour les billets gagnants qui auraient été déposés pour vérification dans le délai de six mois visé ci-dessus mais dont le paiement n'aurait pas été demandé avant l'expiration du huitième mois à compter du tirage.

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE

LE MAGHREB IMMOBILIER

CH. QUIGNOLOT

Téléphone 29.00. — 9, Avenue Dar-el-Maghzen. — Rabat.

Vous prie de le consulter pour toutes transactions immobilières, commerciales, agricoles, prêts hypothécaires, topographie, lotissements.